

SCIENCE Débats

Suite de la Une

croissante dans le monde scientifique et qui provoquent des débats passionnés.

Les participants discuteront essentiellement de l'éthique qui entoure ou devrait entourer les nouveaux développements dans ces domaines et les politiques de chacun des pays. « Nous essayerons d'arriver à des consensus pour nos chefs respectifs », dit M. Normand tout en reconnaissant les difficultés à surmonter pour y arriver.

S'il soutient que les pays approchent de l'unanimité sur le fond des questions, le ministre admet qu'il y a certaines difficultés dans l'application de ces consensus, surtout sur le plan de l'interprétation: « Un embryon humain ne signifie pas la même chose pour tout le monde », dit-il.

« Certains pays considèrent les embryons comme des êtres humains à partir de 16 ou 24 semaines, alors que, pour d'autres, ils le deviennent dès la conception. Il y a des questions idéologiques dans ce débat », admet-il.

Les Américains, en outre, interdisent ce type d'expériences dans les laboratoires publics mais les permettent dans les laboratoires privés, ce qui soulève une question de cohérence au point de vue canadien.

La France, elle, propose l'interdiction totale de ces expériences, mais refuse de s'engager pour le moment à ne pas profiter des médicaments résultant des expériences réalisées par d'autres pays. Quand M. Normand lui demande si elle poussera la logique jusqu'au bout ou modifiera son point de vue, il ne reçoit aucune réponse, dit-il.

Le Canada n'interdit pas présentement la recherche dans ces domaines et n'a pas l'intention de l'interdire, selon lui, « mais nous avons l'in-

tention de l'encadrer ».

« Il faut cependant que nos lois s'harmonisent avec celles des autres pays parce que nos chercheurs ont beaucoup d'échanges avec les chercheurs de l'extérieur. »

Interrogé sur les risques de contestation de la rencontre, M. Normand reconnaît « qu'il est sûr et certain que tous les groupes proviennent un peu aux aguets sur ce type de recherche ». Si l'Académie des sciences du Vatican n'a aucune position pour l'instant, dit-il, son Académie de la vie s'y oppose fermement pour des raisons doctrinales.

M. Normand n'attend pas de manifestations contre la tenue de la rencontre. « Il y aura une sécurité normale, dit-il, car nous ne connaissons pas de groupes organisés à l'image du mouvement antimondialisation, dit-il. Nous n'en n'avons pas vus à ce jour et nous n'en souhaitons pas non plus. »

Connu dans le milieu scientifique sous le nom de « Carnegie Group », du nom de la commission d'études américaine qui a eu l'idée, ce sommet vise à développer des liens personnels et informels entre les responsables des politiques scientifiques des grandes puissances.

Cette volonté d'intimité explique que le Sommet de Montmagny rassemble seulement une trentaine de responsables de haut niveau, en plus d'une vingtaine d'autres personnes pour assurer la sécurité et la traduction, notamment.

Le groupe attend toujours la nomination du nouveau conseiller scientifique du président des États-Unis, dit M. Normand, mais son prédécesseur participait assidûment aux rencontres du Carnegie Group. L'Italie aura également un nouveau ministre, après les élections en cours. De fait, le ministre canadien se retrouve le plus ancien d'un groupe au taux de roulement élevé.

Les invités de M. Normand auront droit à une petite virée sur le fleuve en direction de Grosse-Île, ainsi qu'à un aperçu du talent des accordéonistes qui font la gloire de Montmagny, lors d'un dîner d'honneur assorti des spécialités régionales, dit-il fièrement.

GARDIENS ... à être « tannés »

Suite de la Une

le président du syndicat. On va laisser l'équivalent du quart de nuit le temps qu'on sera parti manifester. » Probablement les employés à statut précaire « pour éviter qu'ils ne soient congédiés par mesure de représailles ».

« On espère ne pas avoir à se rendre là », commente M. Lagarde. Mais « nos membres commencent à être tannés ».

La proposition du président du syndicat sera expédiée à ses quelque 2000 membres au courant de la journée. Dans celle-ci, il fixe au 6 mars la

Le syndicat fixe au 6 mars la date limite pour une acceptation des demandes

date limite pour que le gouvernement du Québec accepte leurs demandes concernant la relativité salariale, les employés à temps partiel et les modifications au régime de retraite.

FAIRE COMPRENDRE L'EXASPERATION

Depuis quelque temps, les agents de la paix ont tenté de faire comprendre leur exaspération en adoptant des moyens de pression qui ne perturbaient pas leurs activités comme le port de macarons réclamant la parité avec leurs homologues fédéraux, les jeans au boulot, les manifestations devant les bureaux du ministère de la Sécurité publique...

« Ça ne semble pas les affecter bien gros. » En foi de quoi « ça ne nous laisse pas le choix d'utiliser des moyens illégaux ». Les agents de la paix n'ont pas le droit de grève. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils proposent la tenue d'une « journée d'études ».

Ce ne serait tout de même pas une première, loin de là. À tel point que le président Lagarde déplore qu'il faille en arriver à un conflit majeur pour régler les problèmes de conditions de travail.

Ainsi, en 1972, les gardiens de prisons provinciales ont fait la grève pendant 28 jours. Pendant l'arbitrage subséquent, c'est nul autre que

Lucien Bouchard qui agissait comme négociateur pour le gouvernement. « Ce sont les meilleures augmentations de salaire qu'on a jamais obtenues », s'exclame Réjean Lagarde.

En 1989, ils ont occupé 10 prisons pendant trois jours avant de renouveler leur convention collective.

En 1999, les gardiens des pénitenciers fédéraux recouraient à la grève pendant quatre jours. Une loi spéciale a forcé leur retour au travail mais Ottawa a bonifié par la suite leurs salaires de 12,5 % pour 2000 et 2001.

Si bien que la différence entre les gardiens selon qu'ils reçoivent leur chèque avec une fleur de lys ou une feuille d'érable atteint maintenant 17 %. « Encore une fois, il semble peu probable que nous puissions éviter un autre conflit majeur avec le gouvernement si nous voulons que nos conditions de travail cessent de se détériorer. »

DATE BUTOIR

Si l'exécutif syndical n'a pas obtenu des réponses satisfaisantes à ses demandes à la table de négociations d'ici le 6 mars, il entreprendra une tournée de toutes les sections provinciales pour voter sur la tenue de la « journée d'études ». En parallèle, les syndiqués seront invités à rendre visite aux représentants du Conseil du trésor sur la Grande Allée et à l'Assemblée nationale.

Le Syndicat se dit prêt à tout tenter pour éviter l'affrontement, mais « s'ils ne veulent rien entendre, nous devrons écrire une autre page de l'histoire des prisons ».

« S'ils ne veulent rien entendre, nous devrons écrire une autre page de l'histoire des prisons »

revendications, nous devrons, encore une fois, écrire une nouvelle page de l'histoire des gardiens de prison ».

Au Conseil des services essentiels, on étudie attentivement la situation. Si jamais les agents de paix abandonnent leur poste de travail, « le Conseil risque d'intervenir », souligne sa porte-parole, Céline Jacob. Celui-ci peut alors se servir de ses « pouvoirs de redressement » pour s'assurer que la grève ne nuit pas aux services à la population — carcère et générale.

C'ÉTAIT HIER

1989 — Pierre Harvey remporte la compétition internationale de ski de fond Gatineau 55.

RÉFLEXION

Il y a trente heures par jour en Russie.

Proverbe russe

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A	
La Capitale et ses régions	3 à 9
Vie communautaire	4
Le Québec et le Canada	10 à 17
Le Monde	19 et 20

CAHIER B	
Investir	1 à 8
Bourses	4 et 5
Opinions	6 et 7

CAHIER C	
Automobile	1 et 7
Supermarché de l'auto	4 à 6
Décès	6 et 7

EXTRA	
Rencontre	2 et 3
Arts et spectacles	4 à 6
Télévision	6
Votre agenda	8 et 9
Diversissements	10 et 11
Annonces classées	12 à 15, 18 et 19
Sports	16 à 31
Statistiques	20 à 22

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Annonces classées	686-3311
Carrières et Professions	686-3270
Promotion	686-3342
Publicité Détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.lesoleil.com

925, chemin Saint-Louis, Québec

Adresse postale : C.P. 1547, Succ.

Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division de Compagnie UniMédia qui en est l'éditeur. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000, rue Hugues-Randoin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

GOMIN Retraite exclue

Suite de la Une

multifamilial. La partie droite sera conservée à des fins de parc.

Un tel délai n'importune pas outre mesure Pierre Cloutier, lui qui a mijoté son coup de longue main. Depuis juillet 1997 pour être précis. Il a en effet quitté l'entreprise dans laquelle il œuvrait depuis 25 ans, six mois après sa vente à des intérêts américains.

Une clause de non-concurrence de trois ans lui a laissé le temps de soupeser les avenues qui s'offraient à lui. Et à 50 ans, la retraite était exclue. « Mon purgatoire est fini. Quand je suis parti, c'était pour mieux repartir, dans ce que je connaissais. »

Pour l'expérience, difficile de faire mieux: il incarne la cinquième génération de Cloutier dans le métier — ils sont thanatologues de père en fils depuis 1856. Et la sixième génération s'en vient. La nouvelle entreprise sera un commerce familial. « C'est important pour moi que ça se poursuive. »

Pierre Cloutier ne sait toutefois pas combien d'argent il devra investir. D'une part parce qu'il est présentement en demande de soumissions avec des entrepreneurs et, d'autre part, parce qu'il attend la fin du processus de zonage avant de tirer les plans définitifs avec l'architecte.

La vente par la Société immobilière du Québec (SIQ) à M. Cloutier est d'ailleurs conditionnelle au changement de zonage. La Ville devra tenir des audiences publiques avant d'adopter la modification.

Le montant de la transaction s'élève à environ 600 000 \$, ce qui correspond à la valeur du tiers du terrain. L'immeuble ne vaut que 1 \$. Deux appels d'offres avaient été lancés sans succès. Ce qui faisait dire à la SIQ en novembre qu'il ne s'agissait pas d'une « vente de feu » mais bien du meilleur prix qu'elle pouvait obtenir dans les circonstances.

L'ancien centre jeunesse Tilly, situé à l'arrière, n'est pas inclus dans la transaction, tout comme les terrains à l'avant de la Maison Gomin sur lesquels on pourrait permettre le développement résidentiel. Ils appartiennent toujours au gouvernement du Québec, par l'entremise de la SIQ.

loto-québec		résultats	
6/6	Tirage du 2001-02-17	GAGNANTS	LOTS
09 13 27 28 38 42		6/6 2	1 000 000,00 \$
		5/6+ 3	196 775,80 \$
		5/6 309	1 528,30 \$
		4/6 14 721	61,50 \$
		3/6 265 943	10,00 \$
	Numéro complémentaire: 20	Ventes totales: 14 655 439 \$	
		Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$	
4/9	Tirage du 2001-02-17	GAGNANTS	LOTS
02 17 18 23 30 47		4/9 0	1 000 000,00 \$
		5/6+ 0	50 000,00 \$
		5/6 19	500,00 \$
		4/6 1 246	50,00 \$
		3/6 21 596	5,00 \$
	Numéro complémentaire: 39	Ventes totales: 597 325,00 \$	
Extra	Tirage du 2001-02-17	NUMÉRO: 668516	
Extra	Tirage du 2001-02-18	NUMÉRO: 485649	
Le jeu doit rester un jeu			
T.V.A., LE RÉSEAU DES TIRAGES DU LOTO-QUÉBEC			

LA PREMIÈRE CHAÎNE DE RADIO-CANADA

OÙ S'INFORMER
DEVIENT UN PLAISIR

Pour tout savoir sur ce qui se passe dans la région de Québec à l'heure du retour à la maison.

Québec express
en semaine dès 15h

avec Suzie Pelletier et Michel Lamarche
Réalisation: Martine Caron

106,3 fm
première chaîne
Radio-Canada

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

TOUJOURS PLUS LOIN
avec le concessionnaire #1
PAQUET
NISSAN
PATHFINDER 399\$/loc. 48
mois
à l'achat, sans paiement et intérêt pendant 90 jrs
3580, boul. de la Rive-Sud, Lévis
838-3838



Malgré sa profonde émotion, le responsable des équipes slovaques, Roger Bédard, a eu la gentillesse hier de se rendre disponible pour LE SOLEIL.

DÉCÈS DE LA MARRAINE D'ACCUEIL

Les bénévoles secoués

L'envol des petits Slovaques blessés loin d'être assuré pour aujourd'hui

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Les deux jeunes hockeyeurs blessés samedi dans un accident de la circulation qui a coûté la vie à la mère de leur famille d'accueil étaient toujours à l'hôpital de L'Enfant-Jésus, hier. Leur envol pour la Slovaquie, prévu à 14 h 30 aujourd'hui, était loin d'être assuré.

Les garçons de 13 ans, membres d'une équipe pee-wee de Bratislava, ont été placés dans la même chambre.

L'un d'eux a été opéré samedi soir pour un fémur cassé, mais il avait bon moral. Son copain était, quant à lui, gardé sous observation après avoir subi un léger traumatisme crânien. Il était fatigué, mais se portait bien, a mentionné hier le responsable des équipes slovaques, Roger Bédard, qui les avait visités en matinée.

Si les enfants ne peuvent partir aujourd'hui, c'est lui qui en assumera la responsabilité jusqu'à leur départ.

DES AMIS

Pour M. Bédard, comme pour les responsables des deux équipes de hockey slovaques venues participer au Tournoi international pee-wee et au tournoi consolation de Bernières-Saint-Rédempteur, le choc de l'accident qui a coûté la vie à la maman d'accueil, Lise Cyr, 53 ans, de Sainte-Foy, est dur à prendre.

« Ce sont des amis », a mentionné Roger Bédard, rencontré hier au Collège, où se déroulait la finale du tournoi.

Ému, retenant difficilement ses larmes, M. Bédard a loué le grand cœur de cette famille qui accueille des petits Slovaques depuis maintenant cinq ans.

Hier matin, il a pu parler au conjoint de M^{me} Cyr, Clermont Côté, qui, comme son fils, avait obtenu son congé de l'hôpital. « Il m'a dit : « Viens me voir, je vais te donner de l'argent pour acheter des cadeaux aux garçons. Pour vous dire quel genre de famille c'était... », a-t-il relaté, les yeux pleins d'eau.

Le couple s'impliquait beaucoup et devait d'ailleurs se rendre en Slovaquie l'été prochain, en compagnie de M. Bédard et d'un groupe d'une vingtaine de personnes.

Quant aux dirigeants slovaques de l'équipe, qui connaissent la famille Clermont-Cyr depuis cinq

ans, « ils prennent ça dur », a noté M. Bédard. « Ils savent que ça ne se remplace pas, une maman. »

Les familles qui accueillent des jeunes pee-wee pendant la durée du Tournoi international les hébergent pendant environ 11 jours, bénévolement.

Pendant les temps libres, elles trimbalent leurs visiteurs partout dans la région pour des visites touristiques, les amènent à la piscine, jouer aux quilles... « Ils offrent tout leur cœur et tout leur amour aux jeunes Slovaques », a souligné M. Bédard, qui n'a pu retenir un sanglot. Malgré la peine ressentie par tous, le souper d'équipe prévu hier soir devait avoir lieu. « Comme ça, on sera tous ensemble. »

FEU ROUGE

Samedi, les Côté-Cyr avaient amené leur fils de 13 ans et leurs deux invités, qui avaient participé uniquement au tournoi consolation, au tournoi international de hockey, en après-midi, et à un souper au restaurant, par la suite.



La douleur est encore vive pour M. Bédard.

C'est après ce souper qu'a eu lieu l'accident, au coin de la rue Jean-Talon Sud et du boulevard Charest Ouest. Le conducteur d'une jeep a embouti le côté de la voiture familiale, en grillant un feu rouge.

Selon le lieutenant Céline Cantin, de la police de Québec, le conducteur habitant la région de Montréal écoperait d'un billet d'infraction. Aucune poursuite criminelle ne sera portée contre lui, puisqu'il s'agit d'un manquement au Code de la sécurité routière.

Des nouvelles diffusées par le réseau américain CNN, selon lesquelles l'accident avait fait deux morts, ont par ailleurs eu vite fait d'alerter les familles européennes, qui ont manifesté leur inquiétude auprès des responsables du tournoi. Ce n'est qu'hier midi que M. Bédard a enfin pu parler aux familles des blessés et les rassurer.

SOMMET DES PEUPLES

Robert Jasmin se compare... et se désolé

Les militants antimondialisation campés sous un chapiteau

ÉRIC MOREAULT
EMoreault@lesoleil.com

■ SAINTE-FOY — Habituellement, quand on se compare, on se console. Mais en ce qui concerne la tenue du Sommet des peuples, Robert Jasmin se désolé. Lui qui revient de Porto Alegre, il déplore le traitement qui sera réservé aux militants antimondialisation à Québec.

Évidemment, la situation était très différente pour le premier Forum social mondial, organisé en réaction au Forum économique de Davos. Dans la Vieille Capitale, tenants du néolibéralisme à tout crins et opposants à la ZLEA seront de chaque côté de la clôture et non pas séparés par un continent. N'empêche.

Au Brésil, l'accueil chaleureux de la population et des autorités politiques a renversé le président d'ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) à l'échelle du Québec, commissaire au tribunal du travail dans la Vieille Capitale quand il ne milite pas. « Toute la ville s'est impliquée. »

Précision : le Parti des travailleurs (gauche) est au pouvoir de l'État du Rio Grande du Sud et de sa capitale de 1,3 million d'habitants. Le genre de ville où les seuls graffitis sont ceux qui ornent les murs du quartier riche et demandent la démission du maire. Le monde à l'envers...

C'est dans une université de Porto Alegre que se sont déroulés les ateliers qui réunissaient 4000 participants sous la bannière *Un autre monde est possible*. Or, à Québec, les militants devront se contenter d'un chapiteau installé dans le Vieux-Port. Même s'il est chauffé, « on aurait pu fermer l'université pendant le Sommet des peuples », s'est exclamé M. Jasmin. Des locaux ont tout de même été prêtés par diverses organisations.

La culture d'accueil de la dissidence n'est pas la même en Occident qu'ailleurs — quand c'est possible. Pourtant, la France avait pris la peine d'envoyer quatre ministres. En tout, pas moins d'une centaine de parlementaires de partout dans le monde ont participé au Forum couvert par 1800 journalistes.

ABSENCE MÉDIATIQUE

Tiens, parlant de médias, M. Jasmin constate que Radio-Canada n'avait pas pris la peine d'envoyer une équipe pour couvrir. « Ils étaient tous à Davos ! »

On se doute bien que les Américains ne sont également guère friands du genre. Même les militants étaient singulièrement absents. « La gauche américaine ne s'est pas développée beaucoup dans une perspective internationale, mais ethnocentriste. »

Cela dit, les militants africains et asiatiques brillaient aussi par leur absence. Mais eux, pour

la plupart, n'avaient guère les moyens de payer les coûts du voyage pour se rendre au Forum...

Peu importe, Porto Alegre était le « signe concret de ce qu'on pouvait percevoir dans le monde, l'émergence d'un mouvement de citoyens internationaux opposés au néolibéralisme ».

Mais Robert Jasmin a surtout constaté au quotidien dans cette ville modèle mondiale selon l'UNICEF — pour le traitement réservé aux enfants — et l'ONU — pour sa démocratie participative unique — qu'un autre monde est possible.

Et ce, dans des choses aussi banales que prendre l'autobus.

Dans le transport en commun de Porto Alegre, seuls les handicapés et les personnes âgées peuvent monter par l'avant ;

les autres, à l'arrière. Parce que les usagers en ont décidé ainsi. Entre les deux, un guichet muni d'un tourniquet qu'il faut franchir pour sortir. On doit alors s'acquitter de son passage. Pas très efficace, pensez-vous ?

Quand certains ont voulu les éliminer, les citoyens ont dit : « Pas question. » Parce que ce sont des emplois, bien sûr, mais aussi parce que pour bien des gens seuls, c'est la seule personne à qui ils adresseront la parole pendant la journée... « Les gens avant l'argent. »

LA CIVILISATION

Toujours dans ces mêmes autobus, les fenêtres sont munies d'une pellicule transparente qui laisse passer le soleil mais sur laquelle est gravée un poème. D'un côté, les grands poètes disparus, de l'autre, les rimes d'un enfant, d'un étudiant en littérature ou d'un citoyen inspiré. Les écrits sont choisis par un comité de trois personnes qui travaille pour la commission de transport.

« C'est ce que j'appelle la civilisation », exulte Robert Jasmin. Malgré tout, il considère qu'il faut s'inspirer de telles expériences, pas les copier. Car elles ne sont possibles qu'en fonction des traditions locales.

« Il faut exercer un pouvoir plutôt que le prendre. Ainsi, le Parti des travailleurs est devenu une administration publique gouvernée par la population, qui exerce une pression constante (sur les élus) », estime le militant de longue date.

Robert Jasmin partageait ses impressions au cours d'une conférence prononcée hier dans le cadre du colloque *Le ZLEA : Un outil au profit de qui ?* qui se déroulait pendant toute la fin de semaine à l'Université Laval.



À Québec, tenants du néolibéralisme à tout crins et opposants à la ZLEA seront de chaque côté de la clôture. Tous les José Bové en puissance seront donc en liberté surveillée.

EN RÉNOVATION
Pour mieux vous servir

NOUS PAYONS VOTRE PREMIER VERSEMENT*

MALIBU 2001

Transférez votre location de Cavalier sur une Malibu ou Alero et obtenez 1000\$ de rabais supplémentaire

ALÉRO 2001

- moteur multi-soupape 150 hp
- automatique, 4 vitesses
- traction asservie
- air climatisé
- CD
- et beaucoup plus...

Comptant	Mensualité**
0	345\$
1617\$	308\$
2927\$	278\$



MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.

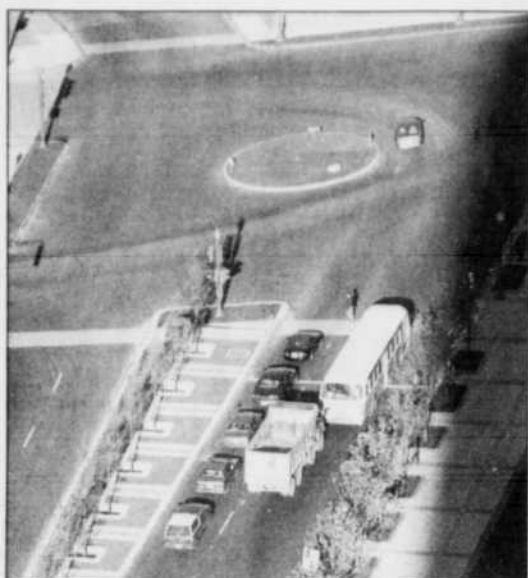
2145, Jean-Talon Sud
Sainte-Foy (Québec)
688-1212



Comptant	Mensualité**
0	342\$
1485\$	308\$
3233\$	268\$

* Jusqu'à 500\$ sur Alero, Cavalier, Malibu et Ventura (sur achat ou location). ** Location 48 mois, 80 000 km Transport inclus, taxes en sus.

Service après-vente ouvert le soir jusqu'à 21h (Lundi au jeudi)



Le fameux rond point vaut le coup d'œil vu d'en haut mais n'est guère pratique lorsqu'on se retrouve dans la peau d'un automobiliste.

Rond point

Les milliers d'automobilistes qui passent par là tous les jours auront sûrement remarqué combien il est dangereux, le rond-point qui a été aménagé au coin du Hilton, à l'intersection du boulevard René-Lévesque et du boulevard Dufferin. Dangereux parce que mal planifié par les « zingénieurs » en circulation de la ville de Québec. C'est sans doute le seul rond-point au monde qui soit doté de feux de circulation. Les « zingénieurs » ne savent pas encore que lorsque l'on aménage un carrefour giratoire (rond point) à une intersection, c'est justement pour ne pas doter la même intersection de sémaphores (feux de circulation). C'est l'un ou c'est l'autre. Pas les deux. À Québec, ils ont aménagé un carrefour giratoire avec des sémaphores. Résultat: il y a toujours une automobile bloquée au milieu du rond-point, immobilisée par un feu rouge, pendant que les autres, ceux du feu vert, tentent de l'éviter. Espérons que le carrefour en question

sera amélioré avec l'aménagement prochain du boulevard Dufferin entre René-Lévesques et la côte d'Abraham. Et vive les « zingénieurs » en circulation. À Québec, y a pas plus con! Ils partagent cet héritage de génération en génération.

Un DEC bilingue en tourisme

Le Cégep de Limoilou et le Collège Champlain-St. Lawrence lanceront demain le nouveau DEC bilingue en tourisme sous la présidence d'honneur de **Pierre Labrie**, directeur de l'Office du tourisme et des Congrès de la Communauté urbaine de Québec et de **Maurice Carrier**, directeur général du cégep de Limoilou. Que voilà une sacrée bonne idée. Si j'étais jeune, je sauterais sur l'occasion pour m'inscrire à ce DEC bilingue avant de continuer à me perfectionner dans une université tout autant bilingue pour décrocher un baccalauréat en administration, en géographie ou en sciences politiques. L'événement permettra aussi une rencontre privilégiée entre les chefs de file du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration de la région de Québec et les finissants en gestion hôtelière et en gestion des services alimentaires et de restauration.

Sentez des pieds

Depuis hier jusqu'au 24, c'est la semaine de la Santé des pieds et non la semaine de la « sentez des pieds ». À cette occasion, les orthopédistes membres de l'Association nationale des spécialistes du pied offrent une évaluation gratuite de vos pieds. Il faut composer le 1-800-363-6172 pour prendre rendez-vous dans l'une des cliniques de votre région. Il est aussi possi-



Pierre Champagne

P.Champagne@lesoleil.com

ble de prendre contact avec ces professionnels en vous rendant aux kiosques d'information que vous trouverez aux Galeries de la Capitale, aux Galeries Chagnon ou à Place Sainte-Foy, cette semaine.

Un samedi... électrique

Le conseil du loisir scientifique de Québec organise, une fois de plus, un samedi réservé uniquement aux jeunes de la région qui « tripent » science et technologie. Le CLSQ invite donc tous les « ingénieurs » de 6 à 12 ans à l'école Fernand-Séguin, (2590 rue Biencourt à Sainte-Foy) ce samedi 24 février, pour un samedi... tout en robotique. Durant cette journée, les Débrouillards fabriqueront un minirobot et élaboreront une maison électrique. Coût? 20\$ par jeune et l'enfant doit apporter son dîner. Info: 658-1426.

La calumet de la paix

Le Québec s'apprête à commémorer le tricentenaire de la Grande Paix de Montréal conclu entre les Français et 39 nations autochtones. Si vous voulez en savoir plus long, vous pourriez peut-être assister à une soirée relations, le mardi 27 février, à 19h au Musée de la Civilisation où participeront **Romeo Saganash**, directeur des relations gouvernementales au Grand Conseil des Cris; **Denys Delage**, sociologue et historien, professeur à l'Université Laval; **Sylvie-Anne Sioui-Trudel**, directrice de la compagnie Aataentsic Masques et Théâtre; **Billy Two Rivers**, aîné Mohawk de Kahnawake et **Jeanne Mance Charlish**, militante traditionnelle Innu. Une contribution volontaire de cinq dollars serait appréciée et vous vous coucherez sûrement plus instruits sur la question des « sauvages ». Vous découvrirez peut-être même que les plus sauvages ne sont pas nécessairement ceux auxquels on pense.

Coups de SOLEIL

▢ **Karine Roussy**, une étudiante en maîtrise en psychologie de l'Université du Québec à Trois-Rivières a un urgent besoin de personnes qui sont à la retraite depuis moins de deux ans et qui vivent avec un conjoint ou une conjointe pour l'aider à compléter sa recherche. Une première note dans cette page lui avait permis de joindre seulement quatre participants. Il lui en faut une centaine. Aidez-la donc au (418) 840-1502.

▢ **Sarah Bernard** (eh oui!), la coordonnatrice des personnes bénévoles et des activités sportives pour Adaptavie, a grand besoin de personnes bénévoles. Renseignements: 529-9238. Précisions: la divine, la cantatrice, celle qui fit un scandale à Québec au début du siècle en traitant tous les Québécois de bœtiens s'appelaient **Sarah Bernhardt** (Rosine Bernard de son vrai nom).

▢ **Danielle Lortie**, une artiste photographe de Québec dont les œuvres sont regroupées sous le thème Amalgame exposera à la Galerie du Trait-Carré, du 25 février au 18 mars.

▢ **Martine Ouellet** et **France Castonguay** vous invitent à un souper-spaghetti bénéfice qui sera préparé par Les marmittes de Québec au Centre Mgr Marcoux, ce samedi 24 février à 18h. C'est 8\$ pour les adultes et 5\$ pour les enfants. Renseignements: 661-7766, poste 3.

▢ **Pierre Boileau**, avocat retraité depuis peu de la fonction publique, vient de lancer un organisme bénévole d'écoute et d'information spécialisée dans l'info-divorce. C'est gratuit. On y parle de séparation, de divorce, de médiation familiale, de garde d'enfants, de droits des conjoints, etc. Le service d'écoute est ouvert de 9h à 20h, du lundi au jeudi. Il faut composer le 654-9925.

▢ **Paul Lemieux**, le directeur-adjoint du parc Miguasha en Gaspésie veut retracer tous les étudiants qui ont travaillé à l'accueil ou à l'interprétation depuis la première saison en 1978. Les intéressés doivent téléphoner au (418) 794-2475 ou « courriel » au parc.miguasha@sepaq.com.

On vous accompagne le matin.



LA BANDE À GILLET

Du lundi au vendredi
de 6 h à 10 h

CJMF
FM
93
www.cjmf.com

Un policier de la SQ accusé de vol et de fraude

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

QUÉBEC — Un policier de la Sûreté du Québec du poste de Saint-Pascal de Kamouraska a été accusé de vol et de fraude, le 15 janvier, à Rivière-du-Loup.

Bernard Lefrançois a été accusé de cinq chefs pour des actes commis en 1999 et le 12 mai 2000. Il subira son procès les 16, 17 et 18 juillet, à Rivière-du-Loup.

La direction de la SQ est au courant depuis fort longtemps des allégations de crime émises à l'endroit de son policier, puisqu'il est suspendu à demi-solde depuis la mi-décembre 1999. Il n'a jamais repris le travail depuis ce temps, a indiqué la semaine dernière l'agent Claude Ross, de la Sûreté du Québec à Rimouski.

Le policier Lefrançois, dont l'âge et le nombre d'années d'expérience n'ont pas été précisés, a comparu le 19 juin devant le comité d'examen des plaintes de la SQ, qui l'a référé au comité de discipline de l'organisation policière pour deux manquements au code de discipline.

Cette audition ne devrait cependant pas avoir lieu avant la fin des procédures judiciaires, a indiqué M. Ross.

La Loi de police prévoit depuis juin dernier qu'un policier reconnu coupable d'un acte criminel est automatiquement congédié, « à moins qu'il ne démontre que des circonstances particulières justifient une autre sanction ».

Aucune information n'a pu être obtenue la semaine dernière sur la nature exacte des gestes reprochés, le procureur de la Couronne responsable du dossier, Jules Berthelot, de New Carlisle, n'ayant pu être rejoint.

Selon des informations recueillies auprès de la SQ, il s'agit de fraudes commises avec des chèques, sur le territoire de patrouille du policier.

EN BREF

Octogénaire happé à mort

■ SAINT-JEAN-PORT-JOLI — Un octogénaire est décédé jeudi soir après avoir été frappé par une voiture à Saint-Jean-Port-Joli. Julien Leclerc, 80 ans, a été happé par une auto vers 18h alors qu'il traversait la rue de l'Église à Saint-Jean-Port-Joli. Selon la Sûreté du Québec, le conducteur n'a jamais vu le piéton. L'alcool et la vitesse excessive ne sont pas en cause dans cet accident. I.M.

Flic du savoir historique

Pierre Lapointe a monté des fichiers sur 800 personnages

MARC SAINT-PIERRE
mstpierre@lesoleil.com

■ LÉVIS—Angle Saint-Joseph et Joliet, à Lévis, il y a un petit immeuble de brique rouge, d'un seul étage, discret. En leur temps, les *Incorruptibles* d'Elliott Ness n'auraient pas dédaigné l'endroit pour installer leur quartier général.

Le maître des lieux est d'ailleurs une espèce de flic. Il a monté au moins 800 fichiers sur des gens !

Mais Pierre Lapointe, 50 ans, directeur général de Les Éditions à mains nues inc., est un flic du savoir historique. Ses 800 fichiers portent sur des personnages de l'histoire, petite et grande. Des fichiers en l'occurrence réunis dans 32 fascicules de sa collection *Le Curieux*.

« Je prépare des fichiers sur des personnes, je les relie à des événements, je les associe à d'autres. Et je donne un rapport. Pourquoi ils ont fait ceci ou cela ? Quand et comment ils l'ont fait et avec qui ? Dans quelles circonstances ? Je donne les réponses à ces questions. C'est un peu la même méthodologie que la police », explique, à grands traits, Pierre Lapointe, à l'occasion d'une entrevue accordée au SOLEIL.

« Établir chez le lecteur de tout âge, en mettant en relation la petite et la grande histoire, un sentiment d'appartenance à la communauté humaine »

« Jusqu'à présent, la collection *Le Curieux* compte 32 titres. Ils portent autant sur l'histoire locale et régionale, que nationale et internationale. L'intention, c'est d'établir chez le lecteur de tout âge, en mettant en relation la petite et la grande histoire, un sentiment d'appartenance à la communauté humaine », ajoute l'historiographe et éditeur de la rue Saint-Joseph.

C'est à la suite d'une réflexion sur l'imprimerie, naguère moteur d'une première révolution du savoir, et l'informatique, deuxième révolution très actuelle de la connaissance, que Pierre Lapointe a conçu sa collection *Le Curieux*. Sa passion de l'histoire, celle de diffuser de l'information également, cinq années de recherches monastiques, sa compétence d'imprimeur, et peut-être bien un peu de folie aussi, ont fait le reste.

Et il est bientôt sorti de la presse numérique du 257, rue Saint-Joseph, des fascicules d'un peu moins d'une

treizaine de pages, portant par exemple sur les gouverneurs de la Nouvelle-France, les Patriotes de 1837 pendus par les autorités anglaises, la bataille des Plaines d'Abraham, les femmes ministres de l'Assemblée nationale, les lieutenants-gouverneurs, les présidents des États-Unis, des personnages de l'Estrie, etc.

Bref, des fascicules qui rassemblent des personnages sous divers thèmes, des événements historiques bien sûr, mais aussi culturels, philosophiques, structurels, etc. Et qui font succinctement état du C.V. des personnages, leurs anthroponymes, l'événement les reliant ensemble avec sa précise chronologie, l'état de la situation, des cartes géographiques. Avec en prime, leur portrait.

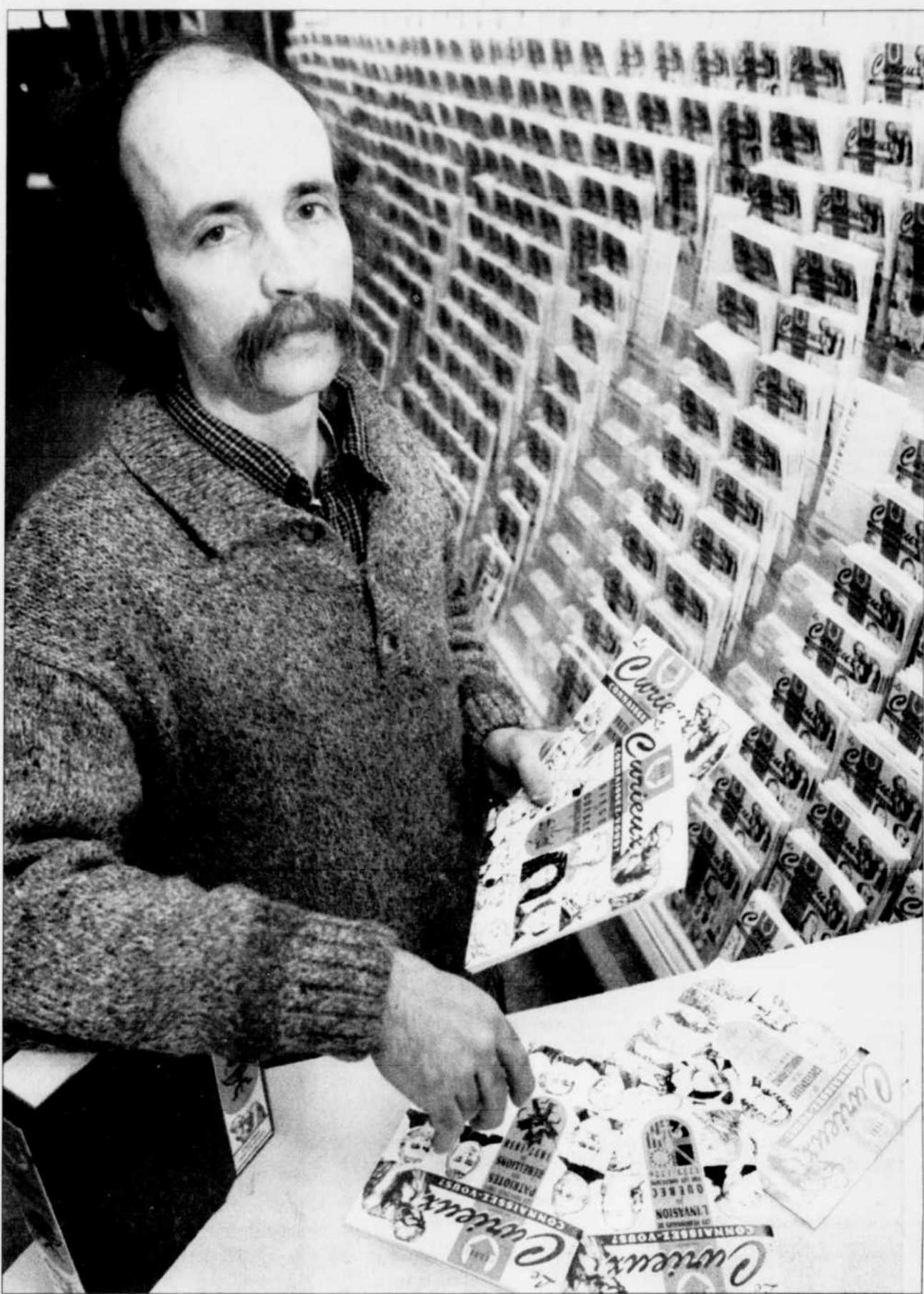
Clin d'œil de l'éditeur à l'histoire, puisque celle-ci ne retient pas tous les visages des gens qui y laissent leur marque, l'éditeur lévisien utilise le cas échéant le portrait de parents ou d'amis pour illustrer ses fascicules. « Je choisis les gens en fonction des descriptions physiques qu'en ont fait les chroniqueurs », observe Pierre Lapointe avec un sourire en coin.

À petits tirages, renouvelables, les fascicules lévisiens ont aussi le mérite de la souplesse. « Je suis parmi les éditeurs qui peuvent se mettre à jour le plus rapidement », note Pierre Lapointe, soulignant par exemple qu'il réactualisera en un tournemain celui qui porte sur les premiers ministres du Québec quand Landry succédera à Bouchard.

« C'est un produit facile d'accès. Et bon marché. À 3,97 \$ plus taxes, c'est moins cher qu'un paquet de cigarettes, moins cher qu'un repas. Moins cher que tout finalement », précise-t-il, notant que ce sont les librairies québécoises et les écoles qui sont son marché naturel.

Et il est clair dans son esprit qu'ils sont sans prétention également. « Mes fascicules sont des fenêtres qui s'ouvrent sur plus grand », illustre Pierre Lapointe.

Il n'a pas fini d'en ouvrir, semble-t-il. « J'ai un nombre illimité de sujets. J'ai 45 000 personnages dans mon ordinateur », conclut-il.



C'est à la suite d'une réflexion sur l'imprimerie, naguère moteur d'une première révolution du savoir, et l'informatique, deuxième révolution très actuelle de la connaissance, que Pierre Lapointe a conçu sa collection *Le Curieux*.

Vol au marteau

■ CHARLESBOURG—Un homme armé d'un marteau a réussi à se faire remettre le contenu de la caisse du dépanneur Couche-Tard du 4660, avenue de Gaulle, à Charlesbourg, hier soir. L'individu s'est également emparé de cartes de téléphone prépayées et de billets de loterie. Il portait une cagoule noire sur son visage. Mesurant environ six pieds, il est maigre et a les sourcils châtain. Au moment de son forfait, il portait un manteau jaune avec du noir aux épaules, un jeans bleu et des gants noirs. Toute information à son sujet peut être transmise au service des enquêtes criminelles de la police de Charlesbourg, au numéro 624-7613. C.S.

5 CAS DE BÉRYLLIOSE Le maire se fait rassurant

■ GASPÉ—Le maire de Murdochville, Marc Minville, se dit inquiet de la publicité faite par les cinq cas de béryllose découverts parmi les employés de Noranda. Il estime que la nouvelle tombe à un bien mauvais moment, alors que la petite municipalité tente de se sortir de son impasse économique en diversifiant ses activités. Le maire Minville tient à rassurer la population en spécifiant que les tests réalisés en usine révèle que la qualité de l'air est satisfaisante, et que la béryllose ne représente pas de danger particulier pour les citoyens. N.B.

Ristourne

■ SAINT-ULRIC—La Caisse populaire Desjardins de Saint-Ulric versera à ses 1117 membres des ristournes totalisant 82 494 \$. Ce qui représente un supplément de 8 % des intérêts payés sur l'épargne, une remise de 8 % sur les intérêts perçus sur les prêts et un remboursement de 20 % sur les frais d'utilisation des services assumés par les membres. Les trop-perçus s'élèvent à 168 079 \$ pour le dernier exercice financier, indique la directrice générale, Noëlle L. Santerre. R.P.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La MRC Côte-de-Gaspé hésite à participer à la commission

■ GASPÉ—La MRC Côte-de-Gaspé ne sait pas encore si elle participera à la commission de développement économique aux côtés de l'Action des Patriotes et des MRC Haute-Gaspésie et Rocher-Percé. La réflexion des cinq maires sera approfondie et une décision devrait être rendue lors d'une assemblée spéciale mercredi à l'hôtel de ville de Grande-Vallée. Chacune des MRC doit déléguer un représentant du monde municipal, deux personnes du monde des affaires et trois membres

des Patriotes. La Côte-de-Gaspé ne sait pas encore si elle aura les budgets nécessaires pour assurer les déplacements de son représentant municipal. « La liquidité de la MRC est plus ou moins là », soulignait le préfet, Noël-Marie Clavet. En effet, la MRC pourrait clore l'année financière 2000 avec un léger déficit de 6800 \$. La Haute-Gaspésie a confirmé sa participation au projet, alors que Rocher-Percé a de nouveau refusé de joindre les rangs par un vote serré. N.B.

DU 18 AU 24 FÉVRIER 2001

SEMAINE DE LA SANTÉ DES PIEDS

1001 POSSIBILITÉS DE PROBLÈMES
AUX PIEDS, AUX GENOUX ET AU DOS

1 SOLUTION POUR VOUS !

LES ORTHÉSISTES DU PIED
SONT LES
PROFESSIONNELS À CONSULTER

Prenez rendez-vous pour une consultation gratuite

LABORATOIRE POULIOT

(418) 652-0100
ou sans frais
1-800-363-6172

Nous créerons votre propre fondation gratuitement, selon vos volontés, et l'administrerons à perpétuité

La Fondation communautaire du grand Québec existe pour les gens qui désirent faire un don ou léguer une partie de leur patrimoine à une cause de leur choix dans notre collectivité. La Fondation créera un fonds à votre nom si vous le désirez, s'occupera de toutes les formalités, vous émettra les reçus d'impôt, s'occupera du placement de votre don à perpétuité au profit de l'œuvre ou de la cause que vous aurez choisie. Contactez-nous en toute confidentialité et sans obligation. Nous répondrons à toutes vos questions. Demandez le directeur général, Jérôme Pelletier.



FONDATION
COMMUNAUTAIRE
DU GRAND QUÉBEC

333, Grande Allée Est, bureau 200
Québec (Québec) G1R 2H8
Téléphone : (418) 521-6664

Le fiduciaire de notre patrimoine collectif

Bori ouvre la porte à la parole

Le groupe québécois rencontre des élèves de Saint-Étienne

MICHELLE LAFERRIÈRE
MLaferriere@lesoleil.com

■ SAINT-ÉTIENNE — Les musiciens de Bori et la réforme de l'éducation combattent le même ennemi : la spécialisation. Ils carrent aux compétences transversales et se définissent par le mariage d'univers disparates. Pour les gars de Bori, effort ne rime pas avec ennui.

Jeudi après-midi, Pierre Potvin, Louis Gagné et Stéphane Côté, trois des membres de Bori, ont offert un atelier à 70 élèves de 1^{re} et de 2^e secondaire de l'école La Clé-du-Boisé, à Saint-Étienne-de-Lauzon. Retenu en Europe, le mystérieux Edgar, celui qui ne montre jamais son visage, était absent. Ils avaient pour mission de parler musique, poésie, figures de style, arts plastiques et valeurs humaines, à des enfants stimulés par un prof de français, François Robert, passionné de beaux textes et de son métier.

« Les jeunes écoutent beaucoup de chansons en anglais, a observé l'enseignant. Mais avec la sensibilité palpable de Bori, je savais que je les aurais. »

L'atelier de Bori n'a duré qu'une petite heure et demie. Mais avant d'accueillir le trio, les élèves et leurs enseignants s'étaient préparés pendant un mois. François Robert les a initiés à Brel et à Bori. Il leur a fait écrire des textes d'opinion, des pastiches et des poèmes « à la manière de » Bori.

À la fin, l'emballement avait atteint un tel comble, que les profs de musique, d'arts plastiques et de formation professionnelle et sociale ont désiré intégrer le projet. Avec l'enseignante de musique Esther Roux, les enfants ont décortiqué la pièce *Ti-cul*, dans sa rythmique et dans ses arrangements. Avec le prof de FPS Réjean Boisvert, ils ont réfléchi sur le thème de l'authenticité en analysant la chanson *Gaspard*. Ils ont fabriqué des masques de papier mâché dans la classe d'arts plastiques de Michel Massicotte, en essayant de représenter l'invisible Edgar. « Et ils n'ont pas réussi », s'est réjoui le musicien Pierre Potvin.

Les membres de Bori ont expliqué leur démarche artistique, ils ont chanté, commenté les textes et les sculptures des jeunes, écouté leurs chansons. « Le fonctionnement de Bori est identique à celui de la réforme, a commenté Pierre Potvin. Nous, on vient du théâtre, de la magie, des marionnettes, de la chanson. Par notre présence, on voulait servir la multidisciplinarité. C'est un peu missionnaire, notre affaire! »



Le professeur de français
François Robert

Pierre Potvin croit « qu'après cinq écoutes de n'importe quoi, on peut aimer n'importe quoi ». En se présentant à des élèves en tant que groupe quasi inconnu, Bori s'était donné comme défi de les intéresser à la langue.

« On cajole trop les jeunes, estime-t-il. Ils sont prêts à recevoir des textes aussi sombres que les nôtres. » Ouvrir la porte à la parole, tel est le credo de Bori. « Savoir nommer quelque chose, c'est avoir prise sur ton environnement, poursuit l'artiste. Quand tu ne sais pas nommer les choses, tu te sers de tes poings. »

La rencontre entre Bori et les élèves de La Clé-du-Boisé les mènera à la Caserne Dalhousie, à Limoilou, le matin du 14 mars, pour un spectacle privé auquel les 200 élèves de 1^{re} et de 2^e secondaire seront conviés. Les élèves fourniront quelques sculptures de papier mâché. Et ils chanteront parfois avec le groupe, dans une activité interactive qui aura allié, et sans douleur, l'imaginaire, les arts et les compétences transversales.



Pierre Potvin, Stéphane Côté et Louis Gagné écoutent Nathaniel Ouellet, à la guitare, et Maude Carrier, qui chante la pièce *Hibou*, qu'elle a elle-même composée.



Le groupe Bori devant 70 élèves de 1^{re} et de 2^e secondaire de l'école La Clé-du-Boisé, à Saint-Étienne-de-Lauzon.



(épatez la galerie)

(épatez-vous)

Fier en Toyota



Obtenez **3,9%** de financement à l'achat pour 36 mois²

ou louez une
Echo 2001
pour seulement

199\$
par mois

location 60 mois¹
comptant de 199\$
transport et préparation inclus

ou louez une
Corolla **PLUS** 2001
pour seulement

219\$
par mois

location 48 mois¹
comptant de 2 825\$
transport et préparation inclus

ou louez une
Camry 2001
pour seulement

329\$
par mois

location 48 mois¹
comptant de 3 500\$
transport et préparation inclus

Toutes les Toyota comprennent l'assistance routière, un plein réservoir d'essence et des tapis protecteurs.



TOYOTA

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit par Crédit Toyota. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Offre de location au détail valable sur les modèles Echo (BT123M-AA), Corolla CE (BR12M-BA) et Camry (BG22K-BA). Modèles neufs en inventaire. Premier versement de 228,90\$ (Echo) / 251,90\$ (Corolla) / 378,43\$ (Camry) taxes incluses et dépôt de sécurité de 250\$ (Echo) / 275\$ (Corolla) / 400\$ (Camry) exigibles au moment de la livraison. Franchise annuelle de 24 000\$. Frais de 7\$ du kilomètre excédentaire. Offre de financement à l'achat valable sur les modèles Corolla, Camry, Camry Solara, Aurion, 4Runner, Tacoma, Tundra et Sienna 2001 neufs en stock. Exemple de financement à l'achat de 15 000\$ à 3,9%. 36 versements de 442,19\$, coût total de 918,94\$, coût total de 15 918,94\$.

*Le rabais aux diplômés peut varier selon le modèle. Photos à titre indicatif seulement. Offres d'une durée limitée. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Jusqu'à
1000\$
de remise



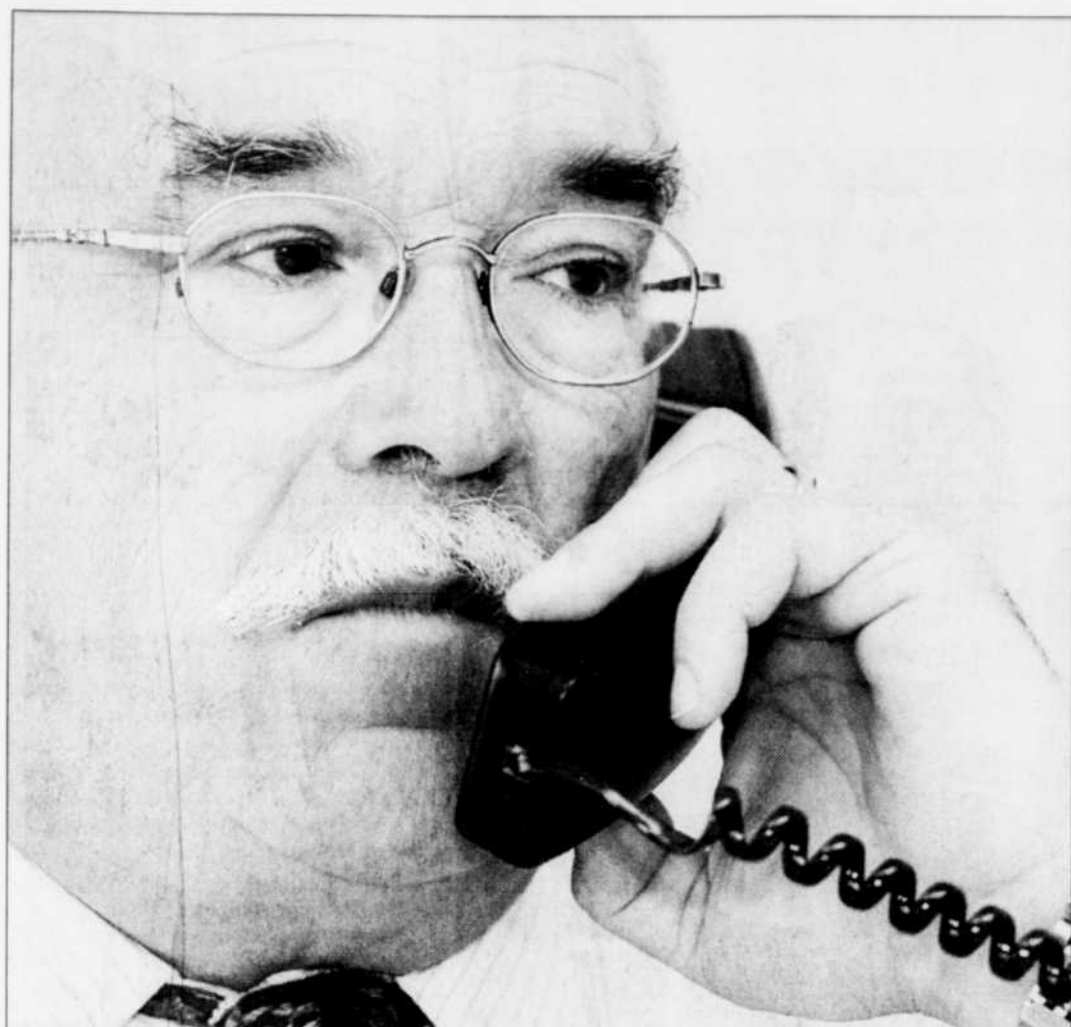
TOYOTA

votre concessionnaire

www.toyota.ca

COMITÉS DE TRANSITION

Tous ne touchent pas le même salaire



À Lévis, le président Majella Saint-Pierre vient du privé. Il touche ses 1000 \$ par jour, ou 260 000 \$ par an.

ROBERT FLEURY

Rfleur@lesoleil.com

QUÉBEC — Les membres des comités de transition de Québec et Lévis ne touchent pas tous leurs 800 \$ par jour et seul le président Majella Saint-Pierre, à Lévis, reçoit ses 1000 \$ quotidiennement ou 260 000 \$ par an. En effet, les pensionnés de l'État voient leurs prestations de retraite réduites de moitié. Quant aux salariés empruntés à des institutions publiques, leur salaire est tout simplement remboursé aux organismes concernés. On considère que chaque membre travaille pendant 260 jours à raison d'un minimum de 8 heures par jour.

À Québec, le président Richard Beaulieu reçoit un salaire annuel de 216 108 \$, soit 828 \$ par jour, car la moitié de sa pension de juge est déduite. Le secrétaire Gerald Belley obtient 600 \$ par jour ou 156 600 \$ par année.

**Prestation
réduite de
moitié
pour les
pensionnés**

Thomas J. Boudreau reçoit 634 \$ par jour ou 165 474 \$ sur une base annuelle. André Letendre recevra 129 \$ par jour durant les 85 premiers jours

comme pensionné de la Ville de Beauport et 681 \$ pour les 175 jours suivants, soit 130 140 \$.

Claude Pagé, un retraité de l'État, obtient 696 \$ par jour, soit 181 656 \$ par an. Alain Soucy, retraité de l'INRS, reçoit 743 \$ par jour ou 193 923 \$. La moitié de leur pension est déduite de leur salaire.

Les deux autres membres, le professeur Louise Quesnel de l'Université Laval et la déléguée de la Commission aux plaintes en santé, Marie Leclerc, touchent leurs salaires habituels. Le comité de transition rembourse les institutions concernées. Même chose pour Clarence White, l'adjoint du président aux communications, prêté par la Commission d'accès à l'information. Il reçoit toutefois une compensation annuelle de 10 000 \$ qui s'ajoute à son salaire de 76 000 \$ par an.

À Lévis, le président Majella Saint-Pierre vient du privé. Il touche ses 1000 \$ par jour, ou 260 000 \$ par an. Normand Bergeron est retraité de l'État. Il reçoit 225 \$ par jour jusqu'au 20 mars puis il obtiendra 690 \$ par la suite.

Pauline Gagnon reçoit 800 \$ par jour ou 208 000 \$ par an. Elle possède sa propre boîte de communication.

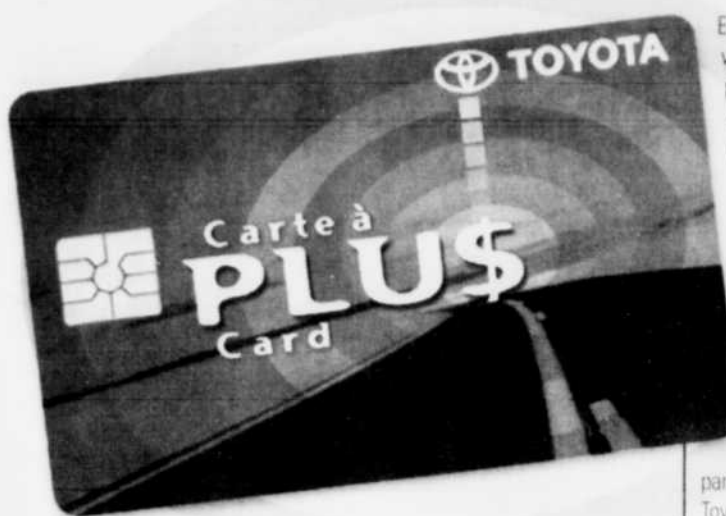
L'ex-maire de Saint-Rédempteur, Émile Dubois, est retraité du Conseil du Trésor. Il reçoit 700 \$ par jour ou 182 000 \$ par an. Un autre ancien maire, de Saint-Jean-Chrysostome cette fois, Arthur Roberge, en reçoit 670 \$ par jour comme retraité du bureau du Vérificateur général, soit 174 200 \$ par an.

Le secrétaire du comité de transition de Lévis, Pierre Baril, a été prêté par le ministère des Affaires municipales. Il continue de recevoir son salaire de 71 000 \$ par an du MAM sauf qu'il bénéficie d'une prime salariale équivalente à 5 heures par semaine.

Le budget total du comité de transition de Québec est de 4,2 millions \$ et celui de Lévis de 2,6 millions \$. Il servira essentiellement à assumer les frais de fonctionnement du comité et à payer les salaires des membres ainsi que des employés empruntés aux ministères et aux municipalités.

VOUS AVEZ UNE TOYOTA

VOUS ÊTES **PLUS**
QU'UN CLIENT.



PLUS DE
200 \$ DE RABAIS

En devenant propriétaire d'un véhicule Toyota, vous vous êtes procuré bien plus qu'un véhicule. Alors, pour nous, vous êtes bien plus qu'un client. Voici donc la **Carte à PLUS** Toyota. Cette carte intelligente vous donne accès à une foule de privilèges. Vous profitez d'offres exclusives. Vous bénéficiez de plus de **200 \$ de rabais** applicables sur des pièces d'origine Toyota, sur le service effectué par des mécaniciens certifiés Toyota et bien plus encore! Autrement dit, vous économisez de la vidange d'huile à l'entretien de vos freins. Lors de votre prochaine visite chez votre concessionnaire Toyota, procurez-vous votre **Carte à PLUS tout à fait gratuitement...** Parce que vous êtes plus qu'un client.



L'EXPÉRIENCE TOYOTA
Ça ne se remplace pas

JD-1511054

Jean-René et Marjolaine : point final ?



4 et demi...
ce soir **20 h**

19 h 30.....La Vie la vie
20 h.....4 et demi...
21 h.....Mon meilleur ennemi



ICI RADIO-CANADA

La Vie la vie - Auteur : Stéphane Bourguignon - Réalisation : Patrice Sauvé
4 et demi... - Idée originale et textes : Sylvie Lussier et Pierre Poirier - Réalisation-coordination : Christian Martineau
Mon meilleur ennemi - Idée originale et auteurs : Suzanne Aubry et Louise Pelletier - Réalisation-coordination : Céline Hallé

Un bottin et un guide pour la Chambre

■ **MATANE** — La Chambre de commerce de la région de Matane a lancé son premier bottin des pages orange de même qu'un nouveau guide à l'intention de ses mem-

bres. Le bottin qui se veut un dépliant facile à consulter répertorie tous les membres de l'organisme (plus de 300) sous une dizaine de rubriques allant de l'alimentation à l'automobile en passant par le commerce de détail, la restauration et l'industrie. Quant au guide offert sous forme de dépliant cartonné et glacé, il décrit les services offerts aux membres de façon succincte et facile à consulter. R.P.

ACIDE PHOSPHORIQUE Motion d'appui des cinq maires

■ **GASPÉ** — Les cinq maires de la MRC Côte-de-Gaspé ont voté une motion d'appui, mercredi en assemblée, pour appuyer la municipalité de Murdochville dans sa recherche d'investisseurs pour ses projets de transfor-

mation d'acide phosphorique, de troisième transformation de calcaire et de production de panneaux de particules de bois (MDF minces). Les études de préféabilité réalisées ont révélé, en octobre, de bonnes possibilités pour ces secteurs de diversification. Murdochville a dû jongler, en octobre 1999, avec la fermeture de ses galeries minières, d'où était extrait le cuivre nécessaire à l'usine Mines Gaspé (Noranda). N.B.

ORGANISMES COMMUNAUTAIRES Sollicitation abusive de la générosité beauceronne

LUCE DALLAIRE

Collaboration spéciale

SAINT-GEORGES — Après le « Achez chez nous », les organismes communautaires font appel au « Donnez chez nous ».

Le directeur de la Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins, M. Carl Thibodeau, trace un parallèle entre la promotion de l'achat de produits et de services et les dons consentis aux organismes communautaires.

« Bien qu'acheter et vendre à l'étranger soient devenus des incontournables en ces temps de mondialisation des marchés, nous pouvons quand même soutenir nos marchands locaux dans plusieurs domaines », constate-t-il avant de préciser qu'il en est de même en ce qui concerne la sollicitation dans le milieu par des organismes soi-disant charitables provenant de l'extérieur.

« Plusieurs organisations obscures viennent régulièrement soutirer des montants importants dans nos municipalités. Il y a des gens sans scrupules qui n'hésitent pas à s'associer faussement à des organismes locaux. La générosité beauceronne étant légendaire, ce qui est tout à notre honneur, certaines personnes réussissent à retirer plusieurs dollars de nos goussets », dit M. Thibodeau.

En fait, ce qu'il déplore, c'est que cette situation devienne dramatique pour plusieurs organismes locaux qui orchestrent des cueillettes de fonds pour les besoins réels des Beaucerons et des Etcheminois.

« Ces gens se font répondre "On a déjà donné" avant que ne se ferme la porte. Pourtant, il est important de retenir que nos organisations aident des gens qui sont très proches de nous, qu'il s'agisse d'un frère, d'un voisin, d'un ami ou d'une cousine. Toutes ces personnes sont susceptibles de recevoir ou ont déjà reçu de l'aide de l'un ou l'autre des 60 organismes communautaires reconnus dans la grande Beauce », explique-t-il.

Carl Thibodeau adresse un signal particulier aux marchands qui sont invités à cautionner certains groupes désireux de vendre leur cause à tout prix.

« Si vous ne connaissez pas l'organisme qui vous sollicite ou si vous doutez le moins de sa crédibilité, contactez-nous. Il nous fera plaisir de vous renseigner sur celui qui vous demande de l'aide. Continuez à être généreux, c'est important pour notre développement, mais soyez prudents. Acheter chez nous c'est important. Donner chez nous l'est tout autant ! » termine-t-il.

Du mercredi 21 au dimanche 25 février

Le plus grand Salon du genre dans l'Est du Québec. Le rendez-vous par excellence pour rencontrer tous les spécialistes de la rénovation et de la construction.

À NE PAS MANQUER :

- La Société d'arthrite de Québec présente un chez-soi adapté
- Un chalet sous les arbres : Le Montagnard
- La Scène du design présentée par la Galerie du Meuble (conférences)
- Gaz Métropolitain présente L'ESPACE LOFT à Québec
- Une suite et pourquoi pas !
- La terrasse Desjardins (ateliers d'information)
- Thym ! Les cuisines (ateliers et dégustations)
- Le Confort au premier plan, signé Sommeil Davantage



HEURES D'OUVERTURE *

Le Salon et la Maison EXPO habitat sont ouverts aux mêmes heures. (La maison est située au 3069, rue du Verger, Verger-sur-le-Lac, Saint-Augustin-de-Desmaures)

Le mercredi 21 février.....	16 h à 22 h
Le jeudi 22 février.....	12 h à 22 h
Le vendredi 23 février.....	12 h à 22 h
Le samedi 24 février.....	10 h à 22 h
Le dimanche 25 février.....	10 h à 18 h

Prévoir près de 3 heures pour la visite du Salon

* La billetterie fermera ses portes 1 heure avant la fermeture du Salon.

TARIFICATION

Adultes.....	9 \$ (taxes incluses)
55 ans et plus.....	7 \$ (taxes incluses)
Étudiants.....	7 \$ (taxes incluses)
12 ans et moins.....	Gratuit
(accompagné d'un adulte)	

INFORMATION

APCHQ — Région de Québec
Téléphone : (418) 682-3353

Tout est là ! Impossible de rester en plan !



5 jours seulement!

EXPOhabitat 2001

Centre de foires



AD COEUR DE L'HABITATION
Canada



Débuté mercredi à 16 h

Polyvalent, l'Aztek s'adapte aussi à votre portefeuille.

Location 48 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 \$	395 \$
2 034 \$	348 \$
4 198 \$	298 \$

298 \$ /mois*

Transport et préparation inclus

★★★★★
Sécurité 5 étoiles*

25 998 \$
à l'achat***

3,9 %
à l'achat**

- Moteur 3400 V6 SFI de 185 HP
- Boîte automatique 4 vitesses
- Freins ABS aux 4 roues
- Climatiseur
- Lecteur de disques compacts
- Vitres, portes et rétroviseurs à commandes électriques
- Régulateur de vitesse



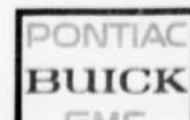
Aztek 2001



PONTIAC
LA PASSION DE CONDUIRE



L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules Aztek neufs sélectionnés 2001 en stock. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. * Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (voir tableau de mensualités). Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 475 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 \$ du km après 80 000 km. ** Taux de financement à l'achat de 3,9 % disponible jusqu'à 48 mois. *** À l'achat : préparation incluse, transport (850 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement de 30 000 \$ à 3,9 % : 48 versements de 676,03 \$, coût en intérêt de 2 449,44 \$, coût total de 32 449,44 \$. ** Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. * Sécurité 5 étoiles pour le conducteur lors de tests d'impacts latéraux. Test effectué par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des E.-U. Un échange de véhicule peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.



Un succès!



Les scouts et guides de Saint-Raymond de Portneuf ont bravé le temps froid hier pour aller frapper aux portes et vendre LE SOLEIL qui publiait un Magazine spécial sur leur municipalité. Dès 8 h, une trentaine de jeunes sous la direction de Stéphane Pelletier et de Dominique Cayer ont relevé avec enthousiasme le défi de vendre plus de 2000 exemplaires du journal. Chacun des exemplaires vendus à Saint-Raymond dans l'opération d'hier rapportait 1 \$ aux scouts et guides. Le rédacteur en chef, M. Gilbert Lavoie, a félicité les jeunes lors d'une rencontre matinale à La Bastide. L'équipe du tirage sous la direction de Nathalie Aubin fournira des chiffres précis sur les ventes lors de la remise prochaine du chèque aux scouts et guides.

COLLABORATION SPÉCIALE: MICHEL GODIN



LE SOLEIL: JEAN-MARIE VILLENEUVE

Agnès Maltais a visité hier l'école primaire Saint-Jean-Baptiste pour souligner la fin des activités entourant la Semaine québécoise des arts et de la culture à l'école. Pour l'occasion, la ministre de la Culture et des Communications s'est plîée de bonne grâce au jeu de l'entrevue, réalisée par des élèves de 6^e année pour « Radio-Enfant ». Ce projet, initié par le service de garde en collaboration avec Radio Basse-Ville, permettra la diffusion d'une série d'émissions réalisées par les jeunes de tous les niveaux scolaires qui sera diffusée sur les ondes de cette station communautaire le 15 mars. La ministre ici discute en compagnie de Catherine Ouellet. La conseillère municipale Linda Cloutier écoute leur conversation.

offre incroyable!

Verres et (simple vision plastique) monture Avec coupon Parmi une sélection de montures

99\$ TOUT COMPRIS

SEULEMENT

Examen de la vue par un optométriste

ST-LAURENT & WAGNER OPTICIENS

LUNETTES, VERRES DE CONTACT

Carrefour La Pêrade 3440, ch. des Quatre-Bourgeois Sainte-Foy 653-0191

BASLER HAST-BASLER

Printemps-été 2001

Boutique **Danielle Morali** Place Ste-Foy, 656-9141

30 ans d'expérience, 9 conseillères en mode, 2 couturières à votre service

UN PLACEMENT SOLIDE.

LES OBLIGATIONS REER.

OBLIGATION À PRIME DU CANADA			OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA
4,35% An 1	4,45% An 2	4,55%* An 3	3,85%** An 1
Émission 19 - Taux annuel composé de 4,34 % sur l'obligation C détenue pendant 3 ans.			Émission 10

Émissions 19 et 20 en vente jusqu'au 1^{er} mars 2001.

Cette année, pour votre REER, achetez les obligations garanties à 100 % par le gouvernement du Canada. Intégrées à votre REER, elles vous assurent flexibilité, rendement garanti, et ne comportent **aucuns frais**. Pour un maximum de souplesse, optez pour l'Obligation d'épargne du Canada, encaissable en tout temps. Pour un taux d'intérêt plus élevé avec possibilité d'encaissement ou de transfert annuel, choisissez l'Obligation à prime du Canada. Demandez-les à votre institution bancaire ou financière. **Pour en acheter directement*** ou obtenir des précisions, composez le 1 888 773-9999. Faites de votre REER un placement solide.

NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA
BÂTISSEZ SUR DU SOLIDE.

Canada

Le ministre des Finances peut mettre fin à la vente des obligations en tout temps. * Ces taux de 4,35 %, 4,45 % et 4,55 % s'appliquent aussi aux Obligations à prime du Canada de l'émission 2 datée du 1^{er} mars 1998 pour les années commençant le 1^{er} mars 2001, le 1^{er} mars 2002 et le 1^{er} mars 2003 respectivement. ** Ce taux s'applique également aux Obligations d'épargne du Canada des émissions 58 et 64 datées du 1^{er} mars 1999 et du 1^{er} mars 2000 respectivement, pour l'année commençant le 1^{er} mars 2001. Les appels doivent être placés avant le 22 février 2001 pour obtenir un reçu officiel, applicable à l'année d'imposition 2000.

Radisson Hôtel Québec Centre

2 séjours = 1 nuit gratuite

Le Radisson Hôtel Gouverneur Québec devient le Radisson Hôtel Québec Centre. Redécouvrez ce grand hôtel fraîchement rénové. Nouveau décor, nouveau nom, confort amélioré. Faites des affaires d'or à Québec avec notre promotion spéciale de 10 000 'Gold Points'. Après deux séjours, vos points sont échangeables pour: une nuitée gratuite, 5000 milles Aéroplan, ou plus encore. **Adhéz à au programme Gold Rewards. Nuitées gratuites. Des primes en or.**

Radisson

CENTRE-VILLE DE QUÉBEC
Radisson Hôtel Québec Centre
690, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5A8
Téléphone : (418) 647-1717
Télécopieur : (418) 647-2146
www.radisson.com/quebeccityca
1-800-333-3333 ou communiquez avec votre agence de voyage

*Selon disponibilité en vigueur jusqu'au 31 mars 2001.
**Recevez 10 000 points Gold Rewards par séjour.
Informez-vous pour connaître les détails de la promotion.

LE QUÉBEC LE CANADA

La lutte aux fusions municipales se poursuit en cour

MONTREAL (PC) — La première manche de la contestation judiciaire de la loi 170 sur les fusions municipales s'amorce aujourd'hui alors qu'une vingtaine de villes, presque toutes de l'île de Montréal, tenteront de convaincre la Cour de la nécessité de tout arrêter d'ici à ce que l'affaire ait été jugée sur le fond.

Certains se sont d'ores et déjà dit prêts à aller jusqu'en Cour suprême pour faire valoir leurs droits. Pour la plupart des autres, toutefois, l'exercice semble être un baroud d'honneur permettant ensuite aux élus de se lancer en campagne électorale avec le sentiment du devoir accompli.

En tout, 19 municipalités québécoises demanderont que les mesures de transition mises en branle par le gouvernement soient frappées d'une injonction interlocutoire provisoire empêchant que «ces villes ne subissent des torts irréparables» d'ici à ce que l'on ait jugé du poids de leurs arguments.

Dix-huit d'entre elles sont de l'île de Montréal et comparaitront durant toute la semaine devant la juge Danielle Grenier de la Cour supérieure du Québec. Les municipalités en cause sont : Anjou, Beaconsfield, Baie-d'Urfé, Côte-Saint-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Hampstead, Kirkland, Ile-Bizard, Montréal-Est, Montréal-Ouest, Mont-Royal, Outremont, Pointe-Clair, Saint-Laurent, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville et Westmount.

Seule municipalité non montréalaise à se lancer dans l'aventure judiciaire, L'Ancienne-Lorette présentera pour sa part ses arguments à Québec aujourd'hui ou demain.

Les arguments que l'on entend invoquer feront largement appel à la Constitution ainsi qu'aux chartes québécoise et canadienne des droits. On prétendra par exemple que la loi 170 porte atteinte aux droits des individus en niant leur capacité de se maintenir dans un milieu de vie distinct et à leur convenance.

Comptant sur les précédents de l'hôpital Montfort à Ottawa et sur l'avis rendu par la Cour suprême sur le droit de sécession du Québec, les municipalités à statut bilingue argueront que les fusions porteraient gravement atteinte à la minorité anglophone en entraînant la disparition d'institutions municipales vitales.

On s'attend à ce que la juge Danielle Grenier rende rapidement sa décision, peut-être dès vendredi.

Par ailleurs, des citoyens de Baie-d'Urfé ont manifesté hier devant leur hôtel de ville. Ils ont mis le feu à une immense boîte sur laquelle était inscrit «Loi 170» et ont brandi des pancartes exprimant l'objet de leur colère.

Le braconnage se porte très bien au Québec

MONTREAL (PC) — Le braconnage est loin de régresser au Québec. Les braconniers de l'Abitibi-Témiscamingue, ou ceux du sud du Québec qui vont chasser et pêcher dans cette région, ont dû payer l'an dernier un total de 93 000 \$ en amendes diverses, un indice de l'importance de ces activités illégales et de l'intensité aussi de la lutte que doivent livrer les agents de protection de la faune.

Selon le dernier bilan publié par la société gouvernementale de la Faune et des Parcs (FAPAQ), ces amendes, qui ont aussi commandé des frais juridiques s'élevant à plus de 24 000 \$, ont ciblé pas moins de 188 individus.

Vingt-cinq d'entre eux ont été condamnés pour des infractions dites majeures, c'est-à-dire en rapport avec l'abattage illégal et la possession non réglementaire de gros gibier, ce qui a attiré à chacun de ces braconniers une amende de 1825 \$, plus 456 \$ de frais juridiques. Un des braconniers en cause a même été condamné à deux amendes cumulatives pour avoir abattu un original en surplus et avoir convaincu un compagnon de le déclarer à sa place.

L'Abitibi-Témiscamingue n'est pas la seule région aux prises avec un intense braconnage. La semaine dernière, les garde-faune ont saisi plus de 150 lignes tendues sans permis et munies de trois à dix hameçons dans le lac Saint-Jean, ainsi que dans les secteurs de l'île Malgourette et de Sainte-Monique. Ces saisies ont été faites dans le cadre d'un contrôle de la pêche à la lotte.

Coupé!

Washington accuse le Canada d'empocher les milliards \$ d'Hollywood

ROBERT RUSSO
Presse canadienne

■ WASHINGTON — Une enquête américaine menée sur le nombre croissant de films tournés au Canada accuse Ottawa et les provinces d'avoir recours à des mesures fiscales afin de soutirer des milliards de dollars de revenus à Hollywood.

Toutefois, le rapport du département américain du Commerce, réclamé par l'ancien vice-président Al Gore, rejette toute mesure de rétorsion à l'endroit du Canada.

«Les lois du marché dictent aux producteurs d'aller où cela coûte le moins cher pour produire», a déclaré Cory Churches, porte-parole du département du Commerce. «Si nous n'y prenons pas garde, nous verrons des Hollywood pousser au Canada»

Selon toute vraisemblance, le document de 85 pages fera peu pour dissiper la perception prévalant à Hollywood selon laquelle le Canada prive la Californie d'emplois, et ce, sans scrupule.

«Ce rapport ne fait que confirmer ce que la plupart d'entre nous savions déjà», a lancé à la suite du dépôt du document de Xavier Becerra, membre du Congrès dont la «circoscription» couvre en partie Hollywood.

«Les enjeux sont vraiment élevés. Si nous n'y prenons pas garde, nous verrons des Hollywood pousser au Canada, en Australie, à Londres, et il sera encore plus difficile de rivaliser», a-t-il ajouté.

En pleine croissance, la production cinématographique menée à Montréal, Toronto et Vancouver a valu au Canada le surnom de «Hollywood Nord».

Elle a également soulevé l'ire de puissants représentants du Congrès, notamment de Californie, de New York et d'autres États ayant vu s'envoler maintes productions en raison de la faiblesse du dollar canadien, de coûts de production

moins élevés et des réductions fiscales accordées par les gouvernements canadiens.

En plein cœur de la campagne électorale américaine, l'an dernier, ces membres du Congrès avaient incité M. Gore à réclamer du département du Commerce la production d'un rapport sur cette question.

EN DOUCE

Rendue publique en douce au dernier jour de l'administration Clinton, le mois dernier, cette étude se penche sur les tournages perdus aux mains de l'Australie, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, mais elle s'attar-



Il y a trois ans, le quartier Saint-Jean-Baptiste avait été le théâtre de quelques scènes du thriller «Eye of the Beholder» («Le Voyeur»). Québec, alors été «transformé» en San Francisco, avait profité de retombées d'un demi-million \$.

de davantage au Canada, dont la production cinématographique monte en flèche.

Montréal et Toronto servent souvent de doublures à New York, Chicago et à d'autres villes américaines. La valeur de la production cana-

dienne de films, excluant celle de séries télévisées et de téléfilms, s'est élevée à plus de 3,5 milliards \$ en 1999, selon le document. Cela représente une hausse de 20 % par rapport à l'année précédente, et de 300 % depuis le début des années 90.

Le «Shawinigate» attend Chrétien

Tout juste revenu de Chine, le premier ministre devra répondre une fois de plus aux attaques de l'opposition

JIM BROWN
Presse canadienne

■ OTTAWA — À l'époque du Watergate, on se demandait si le président américain Richard Nixon savait, et depuis combien de temps il savait. Dans ce que certains se plaisent à qualifier de «Shawinigate», on se demande ce que possédait Jean Chrétien, et quand en était-il propriétaire.

M. Chrétien se targue, depuis des décennies, de sa réputation d'intégrité personnelle. À son retour de la mission d'Équipe Canada en Chine, cette semaine, il risque néanmoins d'être de nouveau sur la sellette pour la part — 25 % — qu'il a déjà détenue dans un terrain de golf situé dans sa circonscription de Saint-Maurice.

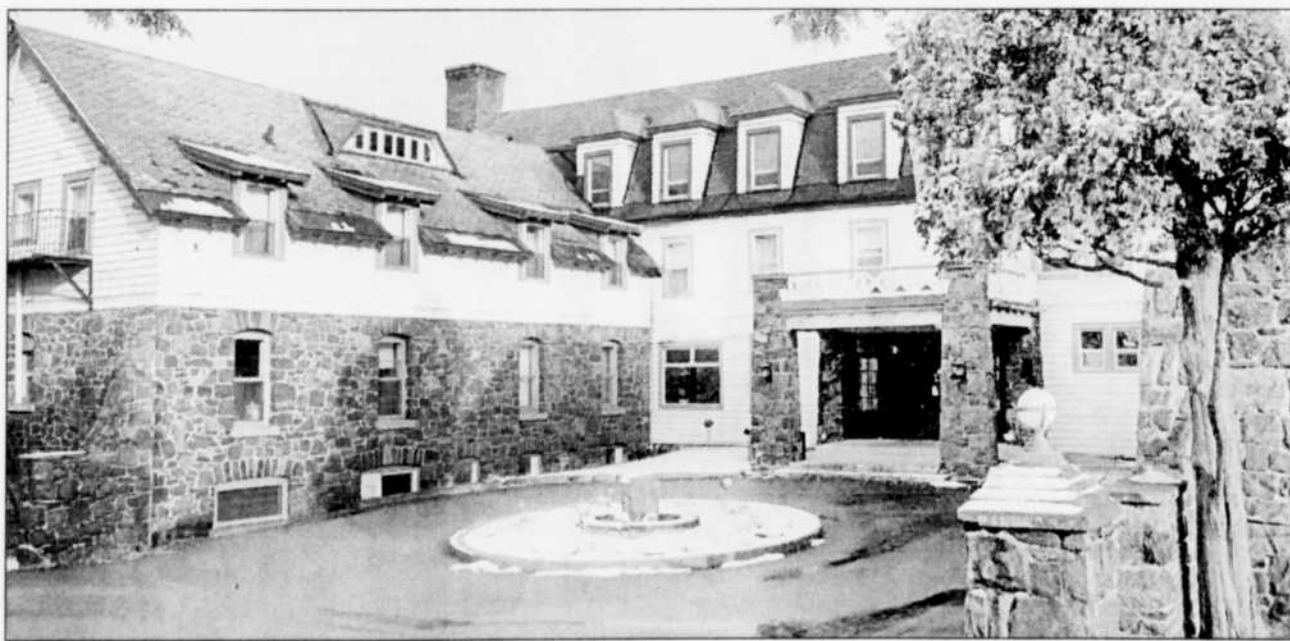
Et cela ne s'arrêtera pas là. Le terrain de golf est relié à un hôtel, l'hôtel à un prêt bancaire, le prêt à un président de banque. Puis il y a eu un accord sur des investissements d'immigrants à la suite d'une réunion au bureau de M. Chrétien.

Malgré des allégations répétées de conflit d'intérêts, voire d'illégalité, personne n'a pu prouver quoi que ce soit contre M. Chrétien.

Ses adversaires en sont même venus à dire que c'est à lui de démontrer qu'il est innocent.

Au cours d'une période des questions houleuses aux Communautés, la semaine dernière, le leader de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, a soutenu que 9 millions \$ avaient été versés à un homme d'affaires de la circonscription de M. Chrétien après que le premier ministre se soit personnellement entretenu avec des immigrants investisseurs. M. Day n'a pu étayer ses allégations, mais Deborah Grey, leader adjointe du parti, a quand même réclamer une enquête publique.

Le leader conservateur, Joe Clark, en concurrence avec M. Day pour l'attention des médias, a adopté une stratégie similaire, faisant porter le fardeau de la preuve sur M. Chrétien. Après que le premier ministre eut nié une accusation, le leader conservateur a rétorqué que M. Chrétien avait



Toute cette histoire a débuté en 1993, quand M. Chrétien a vendu ses intérêts dans l'Auberge Grand-Mère, un hôtel situé juste au nord de Shawinigan, à Yvon Duhaime.

l'obligation de fournir les faits à l'appui de ses propos.

Toute cette histoire a débuté en 1993, quand M. Chrétien a vendu ses intérêts dans l'Auberge Grand-Mère, un hôtel situé juste au nord de Shawinigan, à Yvon Duhaime.

La même année, il tentait de se défaire de ses intérêts dans le Club de golf Grand-Mère voisin de l'hôtel, mais la transaction était retardée par des problèmes juridiques et n'était complétée qu'en 1999.

FRANÇOIS BEAUDOIN

Entre-temps, en 1996-97, Jean Chrétien effectuait des démarches auprès de François Beaudoin, alors président de la Banque de développement du commerce du Canada, propriété fédérale, en faveur d'un prêt à M. Duhaime. Après deux refus, M. Duhaime obtenait finalement un prêt de 615 000 \$. Rapidement, il prenait du retard dans ses paiements de remboursement.

M. Beaudoin prétend qu'il a été écarté de son poste parce qu'il avait tenté de rappeler le prêt, ce que la banque nie.

Des adversaires soutiennent que le premier ministre était en plein conflit d'intérêts lorsqu'il faisait des démarches pour favoriser l'octroi du prêt, tout ce qui améliorait la valeur de

l'hôtel étant susceptible d'aider M. Chrétien à obtenir un meilleur prix pour ses parts dans le terrain de golf adjacent.

Dans l'intervalle, M. Clark a posé des questions à propos de Jean Carle, un ancien adjoint de M. Chrétien qui est passé à la Banque de développement en 1998. Le premier ministre affirme que M. Carle n'a joué aucun rôle dans l'octroi du prêt.

Le mystère s'épaissit encore avec la rencontre, en 1996, entre M. Chrétien et une délégation qui incluait Gordon Fu, un homme d'affaires de Taïwan qui négociait des investissements au Canada pour des immigrants asiatiques.

M. Duhaime a finalement obtenu 2,35 millions \$ de la part d'immigrants investisseurs en vertu d'un programme créé par Ottawa, mais géré par les provinces.

L'opposition a prétendu que la transaction s'était conclue dans le bureau de M. Chrétien. Celui-ci a démenti cette affirmation, mais émis des explications contradictoires au sujet de ce qui s'est passé lors de cette réunion.

M. Chrétien se trouvait en Chine quand l'Alliance a fait remarquer qu'un autre homme d'affaires québécois, Claude Gauthier, avait également

reçu des fonds d'immigrants investisseurs. M. Gauthier a acheté une parcelle de terrain attenante au terrain de golf en 1996 — après que M. Chrétien eut tenté de vendre ses parts dans le terrain de golf, mais avant que la transaction ne soit parachevée.

Une entreprise, propriété de M. Gauthier, a par la suite décroché une subvention à la création d'emplois de 1,19 million \$ du ministère du Développement des Ressources humaines, et une autre compagnie a conclu un contrat de 6,3 millions \$ pour l'Agence canadienne de développement international.

Howard Wilson, le conseiller à l'éthique du gouvernement fédéral, a rejeté les allégations de conflit d'intérêts, statuant que M. Chrétien n'avait enfreint aucune disposition existante du code d'éthique des membres du cabinet. Mais il suggérerait aussi l'adoption de règles plus strictes pour de futures transactions entre ministres, y compris M. Chrétien, et des sociétés de la Couronne comme la Banque de développement.

Pendant ce temps, M. Clark réclame depuis la campagne électorale de l'automne dernier que la Gendarmerie royale du Canada mène une enquête criminelle.



ARCHIVES LE SOLEIL
Durant son procès, Dave Hilton n'a pas hésité à poser pour les nombreux médias

Le cirque Hilton

MICHELLE MACAFEE
Presse canadienne

MONTREAL — L'avocat du champion mondial de boxe Dave Hilton ne voulait pas que le procès de son client «dégénère en cirque».

Mais comment décrire autrement la scène hors de la salle 3.05 du palais de justice au fil des 16 jours où Hilton a subi son procès pour agressions sexuelles de deux adolescentes, sur une période de trois ans?

Chaque jour, à 7 h 30, un groupe de lève-tôt, en majorité des hommes à la retraite, attendait patiemment près de la porte de la salle, pour s'assurer d'une des quelque 30 places réservées au public.

À 9 h, Hilton arrivait et se promenait dans les couloirs, habituellement en compagnie de sa mère, de son père, d'un ou deux de ses frères et d'un représentant du centre de désintoxication où il habite pendant sa liberté sous caution. Si l'envie lui en prenait, il posait devant les — nombreuses — caméras de la presse.

Puis, à 9 h 25, emboitant le pas à ses avocats, il entrait dans la salle du tribunal comme s'il s'agissait d'un ring, serrant les mains des amateurs ou décochant un sourire à un fan qui lui souhaitait bonne chance.

Aux pauses, Hilton déambulait en discutant avec son entourage, signalait des autographes et se faisait photographier de temps à autre avec des admirateurs. Les femmes avaient la plupart du temps droit à un baiser sur la joue. Certains spectateurs, de retour dans la file d'attente pour la prochaine série de témoignages, mangeaient les sandwiches qu'ils avaient apportés.

À 16 h 30, le boxeur quittait le tribunal, commentant parfois les événements de la journée mais se bornant généralement, sur les conseils de son avocat, à un «pas de commentaire».

Quand l'audition des témoignages a pris fin, vendredi dernier, l'avocat de la défense, Paul Skolnik, a déclaré qu'il avait ses raisons pour tenter de museler son client dans les couloirs du palais de justice. «Pendant le procès, je ne voulais pas que cela dégénère en cirque», a-t-il expliqué.

Le criminaliste d'expérience a reconnu que la cause de Dave Hilton a attiré beaucoup plus d'attention que ce à quoi il est habitué. «Je suis certain que si nous avions une salle pouvant accueillir 1000 personnes, elle aurait été pleine.»

Et la couverture du procès par les médias a été à la hauteur de cet intérêt populaire: le procès a régulièrement fait la une.

Des sociologues qui ont suivi l'affaire pensent que certains Québécois sont fascinés par Hilton à cause de l'attachement qu'ils ont acquis pour lui, à force de suivre sa carrière, et celle de ses frères, depuis près de 20 ans. «Il y a une vieille tradition de boxe au Québec qui a commencé au Forum il y a longtemps avec des gens comme Gaétan Hart», explique Anouk Bélanger, une sociologue de l'Université Concordia qui se spécialise dans les sports et les médias. Les Hilton ont, selon elle, «nourri cette fascination».

Toujours selon la sociologue, certaines des personnes qui se bousculent pour assister au procès de Hilton sont à la fois fascinées par lui et inquiètes de ce qui pourrait advenir de leurs propres rêves et de leur perception d'un héros célèbre, s'il devait être reconnu coupable. Ces gens essaient en quelque sorte de se convaincre qu'il n'a pas fait ce qu'on lui reproche.

Maintenant, pour Hilton et ses partisans, il ne reste guère plus qu'à attendre. Mardi, les avocats feront leurs plaidoiries. On ignore quand la juge de la Cour du Québec Rolande Matte fera savoir si elle acquitte ou condamne le boxeur.

Recherché par le FBI, arrêté à Saint-Bruno

■ MONTREAL — Robert L. Walker, 32 ans, un dangereux criminel américain qui se terrait dans la région de Montréal depuis le 23 janvier dernier, a été arrêté vers 16 h 30 hier à Saint-Bruno-de-Montarville par la police de la Communauté urbaine de Montréal, assistée des policiers de Saint-Bruno. Walker n'était pas armé et n'a opposé aucune résistance lors de son arrestation. Le fugitif au lourd passé judiciaire en matière d'agression sexuelle et

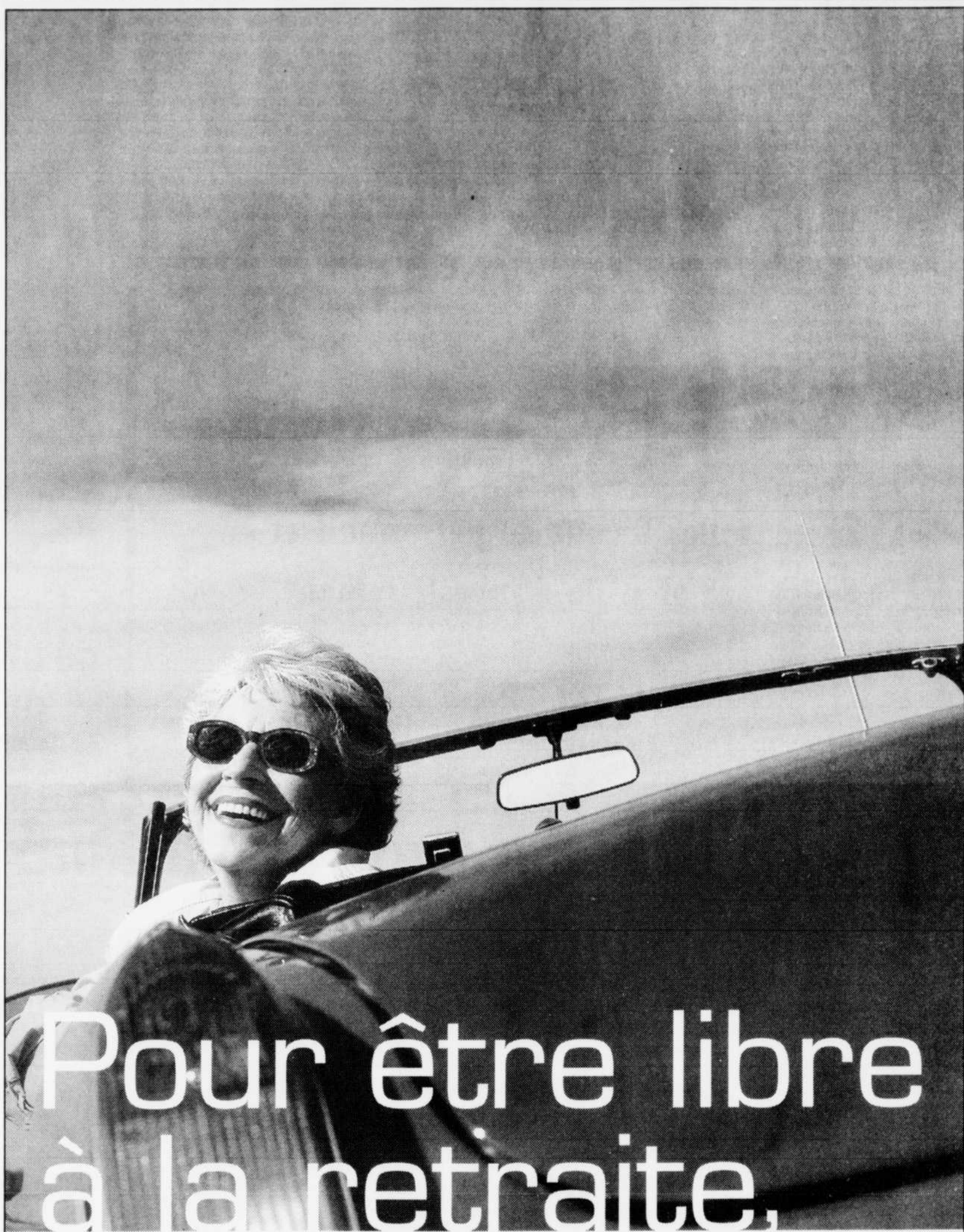
d'enlèvement se trouvait en compagnie d'une dame de 49 ans, une résidente de Saint-Bruno chez qui il se cachait, lors de son arrestation. L'homme avait d'abord été reconnu vers 12 h 30 par un citoyen de Saint-Bruno dans une épicerie de cette municipalité. Le résident s'est alors présenté au poste de police local avec une copie d'un quotidien dans lequel la photo et la description du suspect ont été publiées hier. Les policiers de Saint-Bruno ont alors contacté leurs confrères de la CUM qui ont organisé une opération de filature après avoir été informés de l'endroit où pouvait se trouver le fugitif. Walker a été intercepté par les agents du groupe d'intervention de la CUM sur le terrain d'une station-

service alors qu'il prenait place en tant que passager dans une automobile conduite par la femme. Walker fera face cette semaine à des procédures d'extradition vers les États-Unis. (PC)

Policiers aux bars

■ MONTREAL — Les policiers seront désormais plus présents dans les bars pour en chasser les motards criminels. Ces derniers risquent ainsi d'avoir la partie moins facile dans le contrôle des bars de la province. En effet, la Sûreté du Québec entend mettre de la pression en faisant sentir sa présence de façon plus marquée dans ces établissements. Le corps policier provincial a lancé il y

a quelques jours le projet Baromètre pour faire face à la situation. Il s'agit d'une mesure adoptée en réaction à l'assassinat, en octobre, de Francis Laforest. Le jeune tenancier d'un bar du Vieux-Terrebonne ne tolérait pas la présence de motards qui voulaient contrôler la vente de stupéfiants dans son établissement. Il a été battu à mort à coups de bâton de baseball. Ses trois meurtriers courent toujours. L'initiative de la SQ vise à contrer l'intimidation exercée par les groupes du crime organisé à l'endroit de propriétaires d'établissements titulaires de permis d'alcool. «Les propriétaires de bars ne devront pas être surpris de voir arriver des policiers en uniforme, insiste l'agent Manon Geignard, porte-parole de la SQ. (PC)



Pour être libre à la retraite,

ça prend un meilleur véhicule.

Avec les crédits d'impôt supplémentaires de 30 % que vous procure une contribution au Fonds de solidarité FTQ, vous économisez beaucoup plus d'impôt qu'avec un REER conventionnel. Vous pouvez même maximiser votre rendement en réinvestissant ces économies! C'est un excellent véhicule de placement pour votre retraite.

À Québec: (418) 628-FONDS

3 6 6 3

5000, boul. des Gradins, bureau 100

1 800 567-FONDS www.fondsftq.com

La valeur de l'action fluctue. Pour des renseignements détaillés sur les actions du Fonds, consultez le prospectus offert à nos bureaux.



FONDS
de solidarité FTQ
La force du travail

REMBOURSEMENT FÉDÉRAL POUR LE CARBURANT

« Une pagaille administrative »

PAULA ARAB
Presse canadienne

■ TORONTO — Alors que les derniers des 8,5 millions de chèques de remboursement des coûts du carburant viennent d'être postés, il semble bien que le cadeau préélectoral de 1,4 milliard \$ du gouvernement fédéral n'ait pas profité qu'aux bonnes personnes.

Des gens n'ayant pas de facture de chauffage à payer, des détenus, voire des disparus, ont en effet reçu un chèque.

Contrairement aux provinces, qui accordent un crédit aux propriétaires d'une maison en fonction de leur facture de chauffage, Ottawa, dans sa hâte d'aller de l'avant avec son projet, a tenu compte des déclarations de revenus de 1999.

Le fédéral a ainsi envoyé des chèques à ceux dont les revenus étaient suffisamment bas pour qu'ils aient droit à un remboursement de la TPS. Des détenus, des étudiants demeurant chez leurs parents et des contri-

buables entre-temps décédés font partie de ce groupe.

Les responsables du ministère des Finances ont entrepris une enquête sur cette affaire. Ils n'ont pas précisé de quelle façon ils s'y prendraient pour récupérer l'argent envoyé aux mauvaises personnes, si jamais cela était possible.

CRÉDIBILITÉ MINÉE

Walter Robinson, directeur de l'Association canadienne des contribuables,

Dans sa hâte d'aller de l'avant, le gouvernement a tenu compte des déclarations de revenus de 1999

bles, n'a pu que constater qu'en dépit de ses bonnes intentions, Ottawa avait été victime d'une « pagaille administrative ».

« Cela mine la crédibilité du gouvernement quant à sa capacité à appli-

quer un programme d'aide efficace », a déclaré M. Robinson, dont l'organisation est habituellement en faveur d'un État moins imposant et d'impôts moins lourds.

Ottawa avait fait l'annonce de ce programme dans son budget déposé en octobre, avant l'annonce des élections du 27 novembre au terme desquelles le gouvernement libéral a été réélu.

Un responsable du ministère des Finances a fait savoir que les plus récentes données sur le remboursement de la TPS avaient été utilisées parce qu'il était nécessaire d'agir rapidement et de la façon la plus économique possible.

« Le gouvernement reconnaît que le système n'est pas parfait, mais il estimait important que l'argent se retrouve le plus vite possible entre les mains des Canadiens aux finances serrées, a-t-il déclaré. Calculer les paiements en fonction du remboursement de la TPS s'avérerait le moyen le plus simple et le plus rapide d'y parvenir. »

Ottawa reconnaît que le système n'est pas parfait

Sélection
Banque Laurentienne

30 nouvelles façons de personnaliser
votre portefeuille d'investissement.



GROUPE DE FONDS

PLACEMENTS
TRIMARK

Vers l'indépendance financière



VISION À 360°

BLC Services Financiers vous offre maintenant Sélection Banque Laurentienne, une toute nouvelle gamme de 30 fonds communs de placement de grande classe. Sélectionnés parmi six prestigieuses familles canadiennes de fonds communs de placement, ces fonds sont admissibles à 100% aux REER. Pour en savoir plus sur ces 30 nouvelles façons de personnaliser davantage vos placements, passez voir un représentant en épargne collective de BLC Services Financiers.

Un placement dans un fonds commun de placement peut donner lieu à des commissions de vente et de maintien, des frais de gestion et autres frais. Veuillez lire le(s) prospectus simplifié(s) avant de faire un placement. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue souvent et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. Les fonds de la Sélection Banque Laurentienne ne sont pas parrainés par la Banque Laurentienne du Canada. A.I.C. limitée, AIM, CI, Fidelity Investments, Mackenzie et Placements Spectrum ont payé une partie du coût de l'impression et de la distribution de cette annonce. Toutes les marques de commerce et tous les logos des sociétés de fonds communs sont la propriété de ces sociétés.

BLC
SERVICES FINANCIERS
UNE FILIALE DE LA BANQUE LAURENTIENNE
1 800 BLC-1846

Belle récolte



Roger Lavergne de Douanes Canada (à droite) et le constable Howard Adams de la GRC tiennent des paquets de marijuana qui avaient été dissimulés dans des caisses de fèves vertes envoyées à un entrepôt de Milton en Ontario. Au terme d'une enquête de 10 mois, un Canadien et un Mexicain ont été arrêtés relativement à cette saisie de 500 kilogrammes de « pot ».

L'environnement
de toute l'Amérique
du Nord en jeu

Le Canada et le Mexique en appel
contre une décision de l'ALENA

■ VANCOUVER (PC) — L'appel qui sera entendu par la Cour suprême de la Colombie-Britannique à Vancouver, à compter d'aujourd'hui, pourrait avoir d'importantes répercussions sur l'environnement à travers toute l'Amérique du Nord.

Le Canada doit intervenir au nom du Mexique dans l'examen d'une décision d'un tribunal de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), dans le cadre de laquelle une firme américaine, Metalclad Corp., s'est vu accorder 16,7 millions \$ US en dommages.

Le tribunal a rendu son jugement en août dernier, après qu'une municipalité mexicaine eut refusé à Metalclad un permis de construction pour exploiter un site d'enfouissement de déchets toxiques.

La multinationale n'a pu obtenir l'autorisation souhaitée, la population locale ayant protesté contre les effets néfastes des déchets toxiques sur les enfants et sur la collectivité.

En faisant part de sa décision, le tribunal avait estimé que le Mexique n'avait pas traité Metalclad en vertu des dispositions de l'ALENA.

Le Mexique a décidé d'interjeter appel de cette décision devant la Cour suprême de la Colombie-Britannique. Il est assuré du soutien du Canada.

PROTÉGER LES INTÉRÊTS PUBLICS

Lors de son intervention à Vancouver, Ottawa compte faire valoir que le jugement du tribunal de l'ALENA comporte des erreurs susceptibles de provoquer de l'incertitude quant à l'application et à la portée des obligations prévues par l'accord de libre-échange.

Le Canada soumettra également comme argument que toute interprétation de l'ALENA doit promouvoir la capacité d'un gouvernement à protéger ses intérêts publics.



Mardi
Québec Ce Soir, 18h

Les maisons
de nos rêves...

Plus convoitées
que jamais, qui sont
les acheteurs des
résidences de luxe
à Québec?



ICI RADIO-CANADA
TELEVISION



MORT D'UN BAMBIN À TORONTO

Le coroner étend son enquête aux soins et... au caractère peut-être raciste de l'affaire

■ TORONTO (PC) — L'enquête du coroner sur le décès, il y a deux semaines, à Toronto, d'un bébé de 18 mois que les ambulanciers avaient refusé de transporter à l'hôpital portera aussi sur les soins administrés — ou non — au service des urgences les jours précédents et au caractère éventuellement « raciste » de l'affaire.

Le coroner en chef adjoint de l'Ontario, Jim Cairns, a indiqué dimanche que son bureau allait enquêter sur des allégations selon lesquelles des médecins de l'Hôpital général de Scarborough n'auraient pas évalué correctement l'état de santé du bébé, avant de lui donner son congé de l'hôpital.

Jusqu'à hier, le docteur Cairns ignorait que l'enfant avait été vu deux fois à l'hôpital, les 30 et 31 janvier, avant de mourir d'une méningite le 4 février.

Le coroner demandera dès aujourd'hui le dossier médical du bébé; l'hôpital a promis de « coopérer entièrement » dans l'enquête.

Selon la mère du petit, Jeyarani Vijayaratham, un médecin de l'hôpital a prescrit des antibiotiques le 30 janvier, puis a dit aux parents de ne pas revenir aux urgences. « Il nous a dit: "Il y a beaucoup de monde ici, vous devriez appeler votre médecin de famille". »

Le lendemain, lorsque la fièvre du bé-

bé a atteint 40,2, un autre médecin n'a procédé qu'à un examen sommaire, soutient la mère. « Il a regardé dans ses oreilles seulement, sans prendre un échantillon de sang », a indiqué M^{me} Vijayaratham, qui a été infirmière au Sri Lanka. Le second médecin leur a aussi dit de consulter le médecin de famille et de ne plus revenir aux urgences, a-t-elle soutenu hier.

Selon les Vijayaratham, une première équipe d'ambulanciers, arrivée vers 21 h le 3 février, n'a pas expliqué aux parents la teneur d'une décharge dans laquelle ils disaient comprendre l'état de santé de leur enfant et acceptaient qu'on ne le transporte pas à l'hôpital.

Une deuxième équipe d'ambulanciers, arrivée vers 1 h 30 cette nuit-là, n'a

même pas examiné l'enfant, qui montrait pourtant tous les signes d'une maladie sérieuse. Devant l'insistance des parents, les ambulanciers ont finalement accepté, en grognant, de transporter le bébé à l'hôpital pour enfants, où il est mort quelques heures plus tard.

À la lumière des nouvelles allégations, le coroner Cairns veut maintenant ajouter à son enquête l'élément « culturel ». Les Services médicaux d'urgence de Toronto, responsables du transport ambulancier, mènent aussi leur enquête. Aucune mesure disciplinaire n'a encore été décidée contre les ambulanciers — certains sont en vacances ou en congé depuis une semaine, ils rentrent au travail aujourd'hui.



Le petit Jeyarani Vijayaratham.



Parle, parle... jase, jase...
 parle, parle... jase, jase... parle, parle...
 jase, jase... parle, parle... jase, jase... parle, parle...
 jase, jase... parle, parle... jase, jase... parle, parle... jase, jase...

Soirs et week-ends illimités

+

100 minutes de jour

+

en prime :

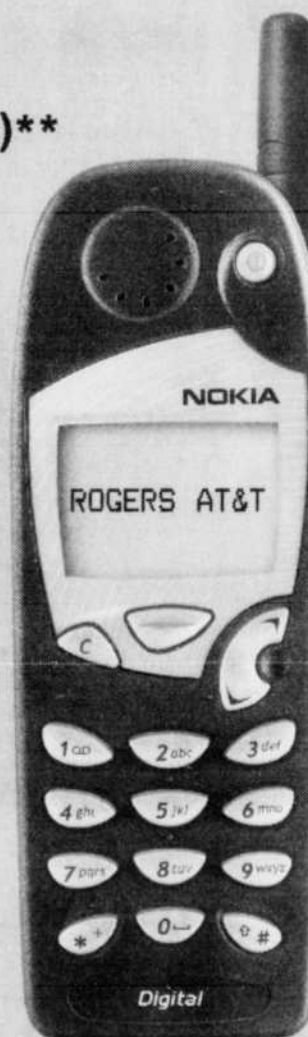
3 mois de temps d'antenne local illimité

=

35 \$ par mois*

0 \$

(après remise postale)**



NOKIA 5165i

ROGERS AT&T

QUÉBEC

2700, rue Jean-Perrin
 Bureau 101
 (418) 843-0000

Galerias de la Capitale
 (418) 628-0888
 Fleur de Lys
 (418) 266-1333

SAINT-FOY

2095, boul. Jean-Talon Sud
 Bureau 101
 (418) 684-8884

3062, ch. des Quatre-Bourgeois
 (418) 651-1423

CHICOUTIMI

1021, boul. de l'Université
 (418) 690-0535

Place du Royaume
 (418) 690-3155

ALMA

241, av. du Pont Nord
 (418) 662-9993

LEVIS

50, route du Président-Kennedy
 Local 114
 (418) 835-8383

LA BAIE

285, boul. de la Grande-Baie Nord
 (418) 544-2828

VICTORIAVILLE

495, boul. des Bois-Francis Sud
 (819) 758-8840

ROGERS AT&T
 AGENT AUTORISÉ

LALIBERTÉ ÉLECTRONIQUE

1007, rue Fontaine
 Saint-Jean-Chrysostome
 (418) 839-4328

LE NATIONAL

865, boul. Charest O.
 Québec
 (418) 686-6366

8752, boul. Lacroix
 Saint-Georges-de-Beauce
 (418) 227-7797

170, boul. Saint-Germain O.
 Rimouski
 (418) 722-0414

472, boul. Rochette
 Beauport
 (418) 455-5905

RDS RADIO

557, rue des Érables
 Cap-de-la-Madeleine
 (819) 379-2223

COMMUNICATIONS SPECTROCOM

99, boul. des Bois-Francis Sud
 Victoriaville
 (819) 752-6935

DSM ENRG.

855, boul. Bégin
 Saint-Anselme
 (418) 885-9331

INOVATEL

3715, boul. Harvey
 Jonquière
 (418) 542-4996

INFORMATIQUE MERCIER INC.

4750, boul. Hamel
 Québec
 (418) 871-7022

1015, rue De Nemours
 Charlesbourg
 (418) 628-3330

2480, chemin Sainte-Foy
 Local 25
 Sainte-Foy
 (418) 266-2133

Rendez-vous chez nos distributeurs participants, visitez le www.rogers.com/sans-fil ou composez le 1 800 IMAGINE.

* Offre applicable à toute nouvelle entente de deux ans seulement, pour les forfaits tout faits de 35 \$ ou plus par mois.
 ** Faites parvenir une preuve d'achat et vous recevrez un crédit sur la facture correspondant à un rabais de 75 \$, avec tout contrat de deux ans. Des frais d'accès au système s'appliqueront. Taxes applicables, interurbains et frais de déplacement en sus. Demandez tous les détails à votre représentant. Offre applicable jusqu'au 30 avril 2001. Appelez-nous au 1 866 228-8145 pour connaître les offres spéciales à nos abonnés.

© Rogers Communications inc. Utilisé sous licence.
 © AT&T Corp. Utilisé sous licence.

RadioShack.

LA CABINE
 TÉLÉPHONIQUE

Mission scientifique accomplie

Une équipe canadienne revient du Brésil où elle a étudié la question du bœuf

OTTAWA (PC) — Des responsables canadiens se pencheront sur les informations rassemblées par une équipe de scientifiques ayant conclu hier une évaluation du système de réglementation du Brésil face au risque posé par l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), la maladie de la vache folle.

Par voie de communiqué, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, le département américain de l'Agriculture et la direction générale de l'Agriculture du Mexique ont annoncé la conclusion de la mission des experts, entreprise le 14 février.

Un rapport conjoint doit être rendu public demain une fois que les membres de l'équipe tripartite auront consulté leur gouvernement.

Le Dr Brian Evans, vétérinaire en chef du Canada, a laissé entendre que l'interdiction dont fait actuellement l'objet le bœuf brésilien pourrait être levée dès cette semaine.

Durant leur séjour, les experts du Canada, des États-Unis et du Mexique se sont entretenus avec les autorités brésiliennes et ont visité plusieurs établissements, y compris des abattoirs, des installations de transformation et des laboratoires, ainsi que des exploitations agricoles ayant importé des bovins d'Europe.

Le Canada a interdit toute importation de bœuf du Brésil, le 2 février, après qu'il eut jugé possible que le cheptel de ce pays ait été contaminé par l'ESB.

Les fonctionnaires brésiliens ont indiqué qu'ils procédaient actuellement à une enquête afin de retracer les animaux ayant été importés de l'Union européenne.

Le 13 février, le ministère d'État de l'Agriculture et de l'Approvisionnement alimentaire du Brésil a fait savoir que tous les bovins provenant de pays où l'ESB a été détectée, ou de pays où le risque d'ESB existe, devraient être abattus et détruits.

ENTRÉE DE LA CHINE DANS L'OMC Quand le commerce va, tout va

Jean Chrétien prédit que tout le monde en sortira gagnant

SANDRA CORDON
Presse canadienne

■ SHANGAI — Les efforts du Canada visant à réduire l'important déséquilibre qui caractérise ses échanges commerciaux avec la Chine seraient facilités si celle-ci accède comme prévu à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un peu plus tard cette année, a prédit jeudi le premier ministre Jean Chrétien.

« Nous ne pouvons espérer avoir une balance commerciale équilibrée avec tout le monde, a indiqué M. Chrétien, qui dirigeait la mission économique d'Équipe Canada dans l'effervescente capitale financière de la Chine. C'est pourquoi nous souhaitons que se développe une situation de marché (en Chine) par le biais de l'OMC. »

L'accession largement attendue de la Chine à l'OMC est un thème qui revient fréquemment dans les déclarations publiques effectuées par M. Chrétien au cours du séjour de 10 jours d'Équipe Canada en Chine.

Le premier ministre se dit persuadé que l'entrée de la Chine au sein du régulateur économique mondial forcera Pékin à accélérer le pas des ré-

formes économiques et juridiques déjà entreprises, ce qui rendra la vie plus facile aux compagnies canadiennes désireuses de faire des affaires dans l'empire du Milieu.

Par voie de conséquence, ces réformes mèneront tout naturellement à une amélioration de la situation des droits fondamentaux, analyse-t-il.

« Avec l'entrée de la Chine dans l'OMC, les droits douaniers baisseront et les consommateurs et les milieux d'affaires chinois auront un plus grand accès aux produits canadiens », a signalé M. Chrétien devant un auditoire de gens d'affaires.

« Cette accession à l'OMC s'inscrit dans le cadre plus large du dévelop-

pement d'un régime juridique qui permettra un traitement juste et équitable pour les individus et les entreprises », a-t-il ajouté.

HAUSSE DE 48 %

Les sociétés canadiennes ne sont pas restées inactives pour autant. Les exportations canadiennes vers la Chine, au cours des 11 premiers mois de l'année 2000, étaient en effet en hausse de 48 % par rapport à celles compilées pendant la même période, en 1999.

En comparaison, les ventes chinoises au Canada n'ont pour leur part augmenté que de 28 %.

Le déséquilibre demeure toutefois flagrant.

Au cours de ces mêmes 11 premiers mois de 2000, la Chine a exporté des biens d'une valeur de 10,5 milliards \$ au Canada, tandis que celui-ci n'a réussi à écouler que l'équivalent de 3,4 milliards \$ en biens sur l'immense marché de 1,25 milliard de consommateurs chinois.

« Ce qui importe est que nous maintenions un flot constant d'échanges de biens et services », a fait valoir M. Chrétien, avant de se rendre à Hong Kong en fin de journée, jeudi.

Les
compagnies
canadiennes
auront la vie
plus facile

On tente de retracer les animaux ayant été importés de l'Union européenne

Appel au calme du G7

Un pompier ne crie pas au feu dans un cinéma bondé, note un observateur avec ironie

OLIVIER THIBAUT
Agence France-Presse

PALERME — Le ton volontairement rassurant adopté par les grands argentiers du G7 lors de leur réunion à Palerme samedi ne devrait en rien dissiper les inquiétudes des marchés face au brusque ralentissement de l'économie américaine alors que la mise en place de l'administration Bush suscite quelques interrogations.

Les ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés de la planète auront pourtant fait de leur mieux pour servir, à destination des places financières et des décideurs, un discours on ne peut plus apaisant, se montrant en rang serré autour de leur nouveau collègue du Trésor américain, Paul O'Neill.

Les responsables de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni ont, en premier lieu, tenu à relativiser la portée de la baisse de régime du moteur économique américain.

« Aux États-Unis, la croissance a ralenti mais les fondamentaux économiques demeurent solides », a souligné le communiqué final. À l'échelle de la planète, les sept ne décèlent pas l'ombre d'une crise.

Certes, il est « probable que, cette année, la croissance mondiale soit un peu plus faible que nous ne l'avions envisagée », reconnaissent ministres et gouverneurs. Mais « les principaux facteurs qui ont contribué à une croissance soutenue dans la plupart des principales économies industrialisées demeurent en place ».

Le « couplet classique », persifle l'économiste Ray Attrill de l'institut britannique 4Cast. En estimant que le scénario le plus probable soit une reprise, relativement rapide, de la croissance américaine, après un « trou d'air » à la fin 2000-début 2001, le G7 ne fait que reprendre en écho les vœux de la Réserve fédérale américaine (Fed) et de son premier représentant, Alan Greenspan, présent à Palerme, souligne M. Attrill.

IMPRESSION DES MARCHÉS

Mais l'impression dominante des marchés demeure que les turbulences traversées par les États-Unis sont plus violentes que prévu et que ses répercussions pourraient se révéler fatales pour la fragile économie nipponne et très dommageables pour la zone euro.

D'ailleurs, les officiels du G7 ne se sont pas privés de reconnaître que le « ralentissement américain avait été plus fort que prévu », selon le commentaire de Vincenzo Visco, ministre italien du Trésor.

Le Fonds monétaire international (FMI) partage le point de vue et s'apprête à réviser en forte baisse sa prévision de croissance pour les États-Unis à 1,7 % en 2001, alors que l'estimation officielle datant d'octobre l'évaluait encore à 3,2 %.

Qu'à cela ne tienne, l'Europe où le moral des entreprises est bon et où la confiance des consommateurs est « excellente », selon M. Visco, prendra le relais du moteur américain avant que celui-ci retrouve un régime plus élevé, dès le second semestre.

L'optimisme affiché au G7 a suscité l'ironie des observateurs. « On n'a jamais vu un pompier crier au feu dans un cinéma bondé », écrit Luca Paolazzi dans le journal économique italien *Il Sole 24 Ore*. L'éditorialiste souligne : « Il n'y aurait pas besoin de message rassurant si tout était vraiment en ordre. »

Pareillement, les dénégations américaines sur un possible changement de cap en matière de politique monétaire n'ont pas suffi à écarter le doute. « L'idée qu'O'Neill a une approche légèrement différente est déjà ancrée », souligne l'économiste Attrill. Le mal semble fait, après une déclaration ambiguë du nouveau ministre.

« Nous ne menons pas, contrairement à ce qu'on entend beaucoup dire, une politique du dollar fort. À mon avis, un dollar fort est le résultat d'une économie forte », avait-il indiqué vendredi.

M. O'Neill s'est ensuite appliqué à corriger le tir. « Je crois au dollar fort et cela ne va jamais changer », a-t-il insisté. Si Washington devait décider de changer la traditionnelle politique du dollar fort, « je louerais le stade des Yankees, vous inviterais tous à venir pour vous dire notre nouvelle politique ».

Les sept ne
décèlent
pas l'ombre
d'une crise
économique

La ministre des Finances (de la famille M. Lévesque-Jolicoeur)

...vous recommande les fascicules sur les finances personnelles.

Le Soleil vous présente le dernier de la série de fascicules « VOS FINANCES PERSONNELLES ». Rédigés par le chroniqueur financier Michel Girard, ces fascicules offrent une panoplie de trucs financiers et des conseils pratiques qui répondront à vos préoccupations concrètes en matière de finances personnelles.

Mercredi :

36 trucs pour tirer profit d'Internet

Dans ce dernier fascicule de la série 2001, Michel Girard présente les meilleurs sites Internet pour l'investisseur et l'épargnant. Les préférés des pros. Une foule de conseils pour naviguer avec aisance.



LE SOLEIL

en collaboration avec :

Fidelity Investments

10 MILLIONS D'INVESTISSEURS NOUS FONT CONFIANCE

SÉISME AU SALVADOR

« Une expérience qui a changé mon échelle de valeurs »

■ CAP-DE-LA-MADELEINE (PC) — San Salvador, samedi, 13 janvier 2001. Il est 11 h 35. En l'espace de quelques secondes, la capitale du Salvador s'apprête à vivre un tremblement de terre les plus meurtriers de son histoire. La panique et la peur ont rapidement gagné la population, nullement préparée à faire face à une telle catastrophe.

Parmi les victimes de cet enfer terrestre, Vicky Darveau, une jeune Québécoise originaire de Cap-de-la-Madeleine, en Mauricie, accompagnée de son mari et de ses deux jeunes garçons, ont vécu les minutes les plus angoissantes de leur vie.

« Lorsque le séisme a eu lieu, je ne savais vraiment pas si la maison allait tenir le coup. Le plancher et les quatre murs de béton de la maison se sont mis à onduler de façon incroyable. J'ai vraiment cru que j'allais perdre Andrew, mon plus vieux, qui se trouvait à ce moment-là à l'étage », a raconté la jeune femme encore sous le choc.

D'une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter, cette secousse, qui ébranla ce pays d'Amérique centrale, ne laissa derrière elle qu'un spectacle de désolation et de misère. Le dernier bilan de la tragédie fait état de près de 1000 morts, plus de 4500 blessés et plus de 300 000 habitations détruites. « Je nous trouve très chanceux, ma famille et moi, d'avoir été épargnés

par cette tragédie. Une partie de la capitale fut véritablement engloutie sous l'éboulement d'un flanc de montagne. Cette journée-là, la mort est littéralement passée à San Salvador », raconte la physiothérapeute de 33 ans.

Depuis que son mari a déniché un emploi contractuel au Salvador, M^{me} Darveau fait constamment la navette entre le Québec et le Salvador, un pays qu'elle a appris à connaître et à apprécier grâce notamment à la chaleur et à la gentillesse de ses habitants.

Mais au lendemain du séisme, Vicky Darveau fut à même de constater encore davantage la pauvreté et la détresse qui touchent ce pays de six millions d'habitants.

« En me rendant faire l'épicerie, j'ai porté secours à une jeune mère accompagnée de son bébé à peine âgé de deux jours. Le poupon était emmitouflé dans une couverture sale. La mère n'avait pas mangé depuis deux jours. Je suis retournée à l'épicerie acheter des denrées pour la jeune

femme. À mon retour, plus d'une centaine de personnes me suppliaient de leur donner également de la nourriture. J'étais bouleversée de voir cela », a-t-elle admis.

Dès lors, elle organise, en compagnie de gens habitant près de chez elle, la distribution quotidienne de repas afin de subvenir à ces gens, qui ne possèdent plus rien. Elle se remémore encore la joie affichée sur le visage des sinistrés lors de la distribution des repas.

« Cette expérience a définitivement changé mon échelle de valeurs, dit-elle. Ici, nous n'avons pas idée à quel point nous vivons dans le luxe et la richesse. Là-bas, les besoins primaires ne sont même pas remplis », insiste M^{me} Darveau.

Vicky Darveau retournera bientôt au Salvador. Cette fois, elle sera accompagnée de ses parents, décidés eux aussi à apporter leur aide et réconfort aux Salvadoriens. Ensemble, ils tenteront de faire leur part pour reconstruire ce pays pauvre pourtant si accueillant.

Mais avant de partir, M^{me} Darveau aimerait bien organiser une campagne de financement afin de venir en aide au plus de gens possible. « Je n'ai pas encore déterminé de quelle façon elle s'organisera. Une société bien nantie comme la nôtre se doit d'apporter de l'aide aux plus démunis », réitère M^{me} Darveau.

M^{me} Darveau, épargnée par le drame, veut faire sa part

Rio. 4 portières.

Étrennez-les à Pâques. Ou avant. 23 990\$ la paire.



Seulement 11 995\$⁺ chacune. Louez à partir de 189,89\$* par mois, pendant 48 mois

Comptant de 0\$ Étrenner une Rio neuve à Pâques, comme jadis les chapeaux des dames... C'est une idée, non? D'accord, vous n'avez peut-être pas besoin de deux Rio. Mais à ce prix-là, ça vaut la peine d'y penser, non? Après tout, où pourriez-vous vous procurer une voiture aussi élégante et confortable sans que cela vous coûte un bras? Sans compter que les cors aux pieds vous guettent si vous courez vainement pour trouver une meilleure affaire.

Venez essayer la Rio et son fougueux moteur de 1,5 litre à

16 soupapes et DACT. Son intérieur spacieux vous ira comme un gant. Et même après votre longue randonnée pascalle, elle sentira encore meilleur que vos vieilles espadrilles.

Rendez-vous vite chez le concessionnaire Kia. Nous avons votre peinture et votre couleur et, en plus, nous vous promettons que votre Kia ne vous fera pas mal aux pieds.

Quoi? Pâques, c'est trop loin. Eh bien, achetez-la pour la Saint-Valentin! C'est trop tard? Alors, achetez-la juste pour le plaisir de vous faire plaisir. Aujourd'hui même!

D'autres taux de location et financement sont possibles. Voir un concessionnaire pour les détails.



Enfin, la qualité accessible à tous!

www.kia.ca

Garantie sur le groupe motopropulseur de 5 ans/100 000 km. • Garantie de base de 3 ans/60 000 km • Assistance routière 24-heures.

Kia de Matane 1465, Phare Ouest Matane (418) 652-0003	Kia Ste-Foy 2766, rue Einstein Québec (418) 659-1542	Sept-Iles Kia 369, rue Laure Sept-Iles (418) 962-0550	Kia Kamouraska 275, avenue Patry St-Pascal (418) 492-3436	Kia St-Gilles 1070, route 269 St-Gilles (418) 888-4012	Kia La Pêrade 671, rue Principale La Pêrade (418) 325-2444
Kia de New Richmond 218 A, chemin Saint Edgard New Richmond (418) 392-6777	Automobiles du Boulevard Kia 602, boulevard Renault Beauceville (418) 774-4100	Kia de Thetford 505, boulevard Smith nord Thetford Mines (418) 334-1049	Formule Kia 167, boulevard Ste-Anne Pointe-au-Père (418) 723-0311	Kia Lévis 4345, boulevard de la Rive-Sud Lévis (418) 837-9199	Kia Québec 5055, boulevard des Gradins Québec (418) 626-8600
Kia Harold Auto 1120, boulevard du Royaume ouest Chicoutimi (418) 693-8050	Boulevard Kia 342, Lasalle Baie-Comeau (418) 294-2999	Kia Mistassini 59, boulevard Panoramique Dolbeau-Mistassini (418) 276-1556	Kia Charlevoix 999, boul. Monseigneur de Laval Baie-St-Paul (418) 240-2666		

* Nos programmes de location sont établis, suite à l'approbation du crédit, par Crédit Kia Canada inc. Ils sont applicables à la Rio 2001 (modèle R05412). Durée de location de 48 mois, avec remise au locataire, au taux de financement de location de 2,0%, avec acompte ou échange équivalent de 0\$. Premier paiement de 189,89\$ et dépôt garanti de 250\$ exigible lors de la livraison. L'obligation totale de location de la Rio S, basée sur un prix de détail suggéré du constructeur de 11 995\$, est de 9 114,72\$ et l'option d'achat est évaluée à 9 982,40\$. Les obligations de location sont calculées sur la base d'une entente de 20 000 km/an (d'autres types d'ententes existent également). Si la limite est dépassée, des frais supplémentaires de 8¢ par kilomètre s'appliquent. L'immatriculation, les plaques, l'inspection préalable à la livraison, le transport, les assurances et les taxes ne sont pas inclus et sont payables en sus. Cette offre a une durée limitée et ne peut être combinée à aucune autre offre. Le concessionnaire peut louer ou vendre moins cher. Le prix de détail suggéré du constructeur pour un modèle Rio S (modèle R05412) est de 11 995\$. Immatriculation, plaques, transport, inspection préalable à la livraison, assurances et taxes ne sont pas inclus et sont payables en sus. Exemple de financement : 10 000\$ à 2,99% par année représente un paiement mensuel de 210,90\$ pendant 48 mois. Le coût d'un prêt est de 603,28\$, pour une obligation totale de 10 603,28\$. D'autres taxes et conditions sont possibles. ** Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Voir un concessionnaire participant Kia pour les détails. KIA et le logo accessible à tous! sont des marques déposées de Kia Motors Corporation.

PUBLICITÉ

Ce que tous les aînés devraient savoir au sujet des hypothèques inversées

Si vous êtes 62 et plus, recevez une rente viagère mensuelle, voyagez ou donnez à vos enfants une partie de leur héritage

Grâce au Programme Canadien de Revenu Résidentiel, les aînés âgés de 62 ans et plus peuvent tirer de leur patrimoine un montant en espèces de 20 000 \$ à 300 000 \$ comptant.

« Un grand merci d'avoir réglé nos affaires financières avec autant de courtoisie et de compétence. Nous sommes ravis de notre programme et beaucoup plus rassurés quant à l'avenir. »

G.B., Maple Ridge

Le programme est aussi appelé hypothèque inversée parce que vous n'avez rien à rembourser tant que vous résidez dans votre maison. Le capital et les intérêts sont remboursés par vos héritiers, ou vous-même si vous décidez de vendre.

Les avantages sont nombreux. L'argent provient de votre résidence principale, il n'y a donc pas de taxe sur le gain en capital. Vous n'avez pas à vendre votre maison, vous conservez toujours votre droit de propriété et aucun remboursement mensuel n'est requis. Vous pouvez déménager ou rembourser l'hypothèque quand vous le voulez.*

Bon nombre d'aînés utilisent le programme pour améliorer leur style de vie : rénover leur maison ou acheter une voiture. D'autres utilisent cet argent pour aider leurs enfants.

Votre sécurité est assurée

Naturellement, vous êtes prudent avant de vous engager dans quoi que ce soit qui touche votre maison, mais vous pouvez compter sur le Programme Canadien de Revenu Résidentiel. Nous garantissons que le droit de propriété de votre maison ne sera jamais menacé.

Appelez le

1-877-313-0296

pour obtenir une trousse d'information gratuite ou visitez notre site Internet au www.chip.ca

Vous pouvez obtenir de l'information sur ce programme auprès de la Banque de Montréal, du Groupe Financier Banque Royale, de la Banque Toronto-Dominion, de la Banque Scotia, de la Banque Nationale ou de la Banque HSBC Canada.

PROGRAMME CANADIEN DE REVENU RÉSIDENTIEL

* Des frais s'appliquent si le remboursement de l'hypothèque inversée est fait dans un délai de moins de 36 mois suivant l'adhésion au programme.

ACURA

Nouveau!

Entièrement redessinée



L'Acura 1.7EL 2001

288\$/mois | P.D.S.F. 21 500\$

Incluant : tout nouveau moteur 1,7 litre VTEC, coussins gonflables avant et latéraux (SRS), freins à disque aux 4 roues avec ABS, climatiseur, groupe électrique, radio AM/FM avec lecteur CD, régulateur de vitesse, roues en alliage et tellement plus...



L'Acura Integra 2001

288\$/mois
Transport et préparation inclus

Incluant : climatiseur, groupe électrique, radio AM/FM avec lecteur CD, antenne électrique, becquet arrière, roues en alliage et tellement plus...



L'Acura 3.2TL 2001

P.D.S.F. 36 000\$

Incluant : V6 VTEC de 225 chevaux, boîte SportShift séquentielle, sièges chauffants en cuir, chaîne Base® avec lecteur CD, coussins gonflables avant et latéraux (SRS), phares haute intensité (HID), climatiseur et tellement plus...

Une vision qui inspire un élan de passion.

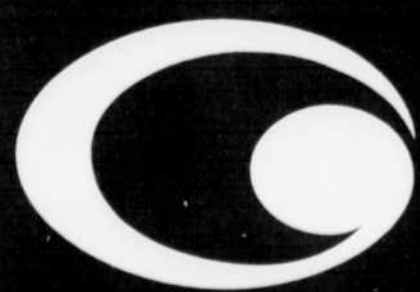
ACURA
4901, boulevard des Galeries,
Québec (Québec) G2K 1X1
(418) 652-8180
Ext. 1-888-21-ACURA

www.acuraoptima.com

1. Offres de location basées sur un régime de location par le concessionnaire de Honda Canada (Financing Inc.). S.A.C. (Financing Inc.) est un service de location basé à une durée de 48 mois. Le prix de détail suggéré du constructeur pour la 1.7EL est de 21 500\$. Le prix de détail suggéré du constructeur pour la 3.2TL est de 36 000\$. Les obligations de location sont calculées sur la base d'une entente de 20 000 km/an (d'autres types d'ententes existent également). Si la limite est dépassée, des frais supplémentaires de 8¢ par kilomètre s'appliquent. L'immatriculation, les plaques, l'inspection préalable à la livraison, le transport, les assurances et les taxes ne sont pas inclus et sont payables en sus. Cette offre a une durée limitée et ne peut être combinée à aucune autre offre. Le concessionnaire peut louer ou vendre moins cher. Le prix de détail suggéré du constructeur pour un modèle Acura Integra (modèle R05412) est de 21 500\$. Immatriculation, plaques, transport, inspection préalable à la livraison, assurances et taxes ne sont pas inclus et sont payables en sus. Exemple de financement : 20 000\$ à 2,99% par année représente un paiement mensuel de 210,90\$ pendant 48 mois. Le coût d'un prêt est de 603,28\$, pour une obligation totale de 10 603,28\$. D'autres taxes et conditions sont possibles. ** Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Voir un concessionnaire participant Kia pour les détails. KIA et le logo accessible à tous! sont des marques déposées de Kia Motors Corporation.

LA JUNGLE

6 h à 9 h



chik
98.9
énergie

100% HUMOUR

RENSEIGNEMENTS
PERSONNELSUne loi
qui protège
trop?L'Ontario priverait les patients
de leur droit à ce que toute
information fausse soit retirée
de leur dossier médical

LOUISE ELLIOTT

Presse canadienne

■ TORONTO — La Loi sur la confidentialité des renseignements personnels sur la santé que compte adopter l'Ontario priverait les patients de leur droit à ce que toute information fausse, et possiblement préjudiciable, soit retirée de leur dossier médical.

Cette perspective préoccupe au plus haut point l'avocat d'un homme tentant de mettre les choses au clair.

La législation, qui sera débattue lors d'audiences publiques devant débiter aujourd'hui, comporte une clause qui permettrait au gouvernement ontarien de conserver des renseignements sur la santé d'un patient même s'il était prouvé que ces données étaient fausses, a indiqué vendredi David Baker, qui représente Ian Murray, un agriculteur d'Amherst Island, près de Kingston, âgé de 57 ans.

En mai dernier, le médecin de M. Murray, Alexander Scott, a reconnu avoir fraudé l'Assurance-santé de l'Ontario de 586 925 \$. Au nom de son patient, le Dr Scott a envoyé au régime provincial des factures pour 29 traitements contre l'alcoolisme, deux autres contre une tumeur au cerveau, et cinq contre l'anxiété, l'hystérie et la fatigue nerveuse, bien que M. Murray n'ait rien réclamé ou reçu de tout cela.

Les dossiers médicaux d'au moins deux autres insulaires font état de traitements psychiatriques n'ayant jamais été demandés ou administrés, a indiqué l'avocat.

M. Murray souhaite que les renseignements erronés soient retirés de son dossier médical. Mais bien qu'il ait formulé une requête à cet effet en avril dernier, le ministère de la Santé ne lui a toujours pas donné satisfaction, sous prétexte de problèmes techniques et de comptabilité.

Cette affaire a été portée à l'attention d'Anne Cavoukian, commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario, qui prononcera un verdict avant que le projet de loi ne soit à nouveau soumis à la législature, a indiqué un porte-parole.

L'article 50 (« Rectification d'un dossier ») du projet de loi comporte une clause privant les patients du droit de demander à ce que leur dossier soit modifié, et ce, même si le gouvernement reconnaît qu'il comporte des renseignements inexacts, a affirmé M. Baker. Au lieu de cela, une lettre du patient dans laquelle il fait part de son désaccord avec le contenu du dossier sera ajoutée à celui-ci.

Une épidémie
nommée
diabèteLe nombre de cas devrait doubler
au Canada d'ici à 2025

MONTREAL (PC) — Les cas de diabète sont en explosion, non seulement au pays, mais un peu partout dans le monde. Et fait inquiétant, les malades sont de plus en plus jeunes. Une mauvaise alimentation et la sédentarité font des ravages et les spécialistes estiment que le nombre de cas va doubler au Canada d'ici à 2025. Pour tenter de trouver des solutions pour mieux contrôler l'épidémie, des spécialistes se rencontrent à Montréal jusqu'à demain.

Il s'agit du premier Symposium du genre organisé au pays. Santé Canada et des représentants des gouvernements provinciaux ont convié les associations en santé et en diabète à une série d'ateliers pour coordonner leurs actions pour faire face au fléau. Environ 6 % des Québécois de plus de 15 ans souffrent de la maladie, un taux qui atteint 15 % chez les plus de 65 ans.

Plus inquiétant, une forte proportion (40 %) de la population diabétique ignore sa condition. Des représentants des Premières Nations, dont les communautés autochtones sont particulièrement touchées par l'épidémie, sont aussi présents. Les cas de diabètes, dans certaines communautés, sont trois fois supérieurs à ceux des non-autochtones.

C'est le diabète de type 2 qui touche le plus grand nombre de personnes.

DE PLUS EN PLUS JEUNES

Auparavant, ce diabète frappait dans la tranche 45 à 60 ans. « Aujourd'hui, les victimes sont de plus en plus jeunes à cause de l'inactivité physique, dit le porte-parole du Symposium, Marc Aras. Au Manitoba, 40 % des jeunes diabétiques sont touchés par le type 2. » Ce diabète est directement causé par une alimentation riche en féculents comme les pâtes, le pain, les pommes de terre et l'inactivité physique. L'hérédité et la race jouent également un rôle. Les personnes d'origine asiatique sont particulièrement visées. Le Mexique et l'Afrique du Nord sont également touchés.

Le diabète entraîne de graves conséquences. Outre un régime sévère et la prise de médicaments, il augmente le risque de maladies cardiaques. Soixante pour cent des diabétiques meurent d'une crise cardiaque.

« Si une personne commence à faire du diabète vers 25 ou 30 ans, elle pourrait avoir des problèmes cardiaques à 45 ans... » Sans compter les problèmes de vision et les problèmes aux reins.

Le diabète est la principale cause de mortalité par maladie au Canada. Le Québec consacre 2 milliards \$ chaque année pour soigner les diabétiques, un budget qu'il sera vraisemblablement impossible de doubler dans les 25 prochaines années même si les cas, eux, doubleront, note Marc Aras. Le Symposium tentera d'établir les priorités d'action auprès des populations à risque.

Des producteurs d'amiante
vont au feu

Ils réclament aux géants du tabac des indemnités versées à leurs travailleurs

■ JACKSON, Miss. (AP) — Plusieurs producteurs d'amianté américains ont intenté des poursuites contre les géants du tabac afin de se faire rembourser les indemnités versées à tort, selon eux, à leurs travailleurs malades.

Déposées devant un tribunal de Fayette, au Mississippi, les poursuites visent plus d'une douzaine de sociétés, notamment R.J. Reynolds, Philip Morris, Brown & Williamson et RJR Nabisco Inc.

Richard Forman, du bureau d'avocats Forman, Perry, Watkins, Krutz & Tardy, à Jackson, a indiqué vendredi que ces actions en justice se voulaient une réponse aux récents jugements et réclamations ayant touché d'anciens producteurs d'amianté, dont plusieurs ont fait faillite. M. Forman a affirmé que les problèmes de santé éprouvés par les travailleurs du secteur de l'amianté, parmi lesquels plusieurs ayant poursuivi leurs anciens employeurs et obtenu gain de cause, avaient en fait été causés par le tabac.



La cigarette et l'amianté ne font pas bon ménage.

Les textes des poursuites ne précisent pas le montant des indemnités réclamées, et l'avocat n'a pas voulu faire de commentaires quant au montant que souhaitent obtenir les compagnies.

Seth Moskowitz, porte-parole de R.J. Reynolds, a pour sa part estimé que

les producteurs d'amianté tentaient tout simplement, en agissant de la sorte, de récupérer leur argent.

Intentées en décembre, ces poursuites ont pour la première fois été rendues publiques par Mealey Publications, qui suit de près les litiges relatifs à l'amianté et au tabac, dans un bulletin publié vendredi.

Les actions ont été entreprises au nom des sociétés Kaiser Aluminium, Asbestos Claims Management Corp., Combustion Engineering, T&N, Unifroyal Holdings Inc., A.P. Green Industries et A.P. Green Services. Elles prétendent que les géants du tabac « savaient que leurs produits (...) étaient particulièrement mauvais pour les fumeurs également exposés à l'amianté de par leur occupation ».

Les autres défendeurs dans cette cause sont British-American Tobacco Co. Ltd., Liggett Group Inc., Lorillard Tobacco Co., B&W Inc., BAT Industries, The Brooke Group Ltd., American Brands Inc., Loew's Corp. ainsi que le Council for Tobacco Research-USA Inc.

BEAU
BON
PAS CHER
ne manquez pas ces rabais additionnelsdu lundi 19
au jeudi 22 février50 %
de rabais
additionnel

• mode féminine
Northern Spirit
et Principes
à prix de liquidation
déjà réduits
de 40 % à 50 %

• la mode et les
tenues d'extérieur
à prix déjà réduits
de 25 % à 50 %
pour bébé

tailles nouveau-né à 24 mois.

40 %
de rabais
additionnel

mode, tenues
d'extérieur et robes
griffées à prix
de liquidation
déjà réduits de
25 % à 40 %
pour femme

dans le lot : Liz Claiborne, Jones
New York, Tommy Hilfiger,
Joneswear, Bianca Nygård,
JAX, Tommy Jeans,
CK Jeans, etc.

35 %
de rabais
additionnel

toutes les chaussures
à prix déjà réduits de
25 % à 50 % pour
homme, femme
et enfant

dans le lot : Nine West®,
Enzo Angiolini, Bandolino, Franco
Sarto, Aerosole, Hush Puppies®,
Bostonian, Reaction de Kenneth
Cole, Wolverine et autres.

30 %
de rabais
additionnel

• bijoux en or à 10 ct et
14 ct, bijoux fins, mode
et ceux en argent fin,
montres et pendules
à prix déjà réduits
de 25 % à 75 %

dans le lot : Steve Madden,
Jones New York, Ali Khan, etc.

• accessoires mode
et ceux pour temps froid
et sacs à main à prix de
liquidation déjà réduits
de 25 % à 50 %

30 %
de rabais
additionnel

pour femme :
sportswear, tenues
en tailles petites
et fortes, articles en
tricot, mode jeune
femme tenues
en jean et lingerie
à prix de liquidation
déjà réduits
de 25 % à 40 %

25 %
de rabais
additionnel

• mode masculine,
à prix déjà réduits
de 25 % à 50 %

dans le lot : Tommy Hilfiger, Polo,
Nautica, Calvin Klein, Wayne
Gretzky, Kenneth Cole, Claiborne,
Dockers® et autres.

• mode
à prix déjà réduits
de 25 % à 50 %
pour enfant

dans le lot : tenues d'extérieur,
accessoires, sous-vêtements,
chaussettes et tenues de nuit.
tailles 2 à 16.

sur nos derniers prix étiquetés.

aubaines maison

700 \$
de rabais
canapé
distinctive
designs
en cuir
à dessus
moelleux
Ord. 1 899,99 \$
Maintenant 1 199 \$

100 \$
de rabais
additionnel
Combiné télé-
magnétoscope
Sony
Ord. 599,99 \$
Liquidation 548 \$
Maintenant 448 \$

33 %
de rabais
additionnel
tous les
meubles de fin
de série
• séjour
• chambre à coucher
• salle à manger
sur nos prix déjà réduits.

40 %
de rabais
toute la literie
en finette
housses
de couettes et
ensembles
de draps
sur nos prix ordinaires.

tous
formats
119,99 \$
Couettes
Aurora
bourse de duvet
de canard blanc,
enveloppe tout
coton 230 fils.
Ord. 150 \$ à 250 \$



Doublement pratiques, vos cartes de crédit la Baie et Zellers vous donnent accès à un plus grand choix!



Les sociétés de détail de la Compagnie de la Baie d'Hudson - la Baie, Home Outfitters, Zellers et Zellers Select - acceptent désormais les cartes de crédit la Baie et Zellers dans tous leurs magasins, pour toutes vos emplettes. Des exceptions s'appliquent.



Les milles de récompense sont accordés mensuellement selon le total des achats, taxes non comprises, même Marque dépositaire commerciale d'AIR MILES® International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et la Compagnie de la Baie d'Hudson.



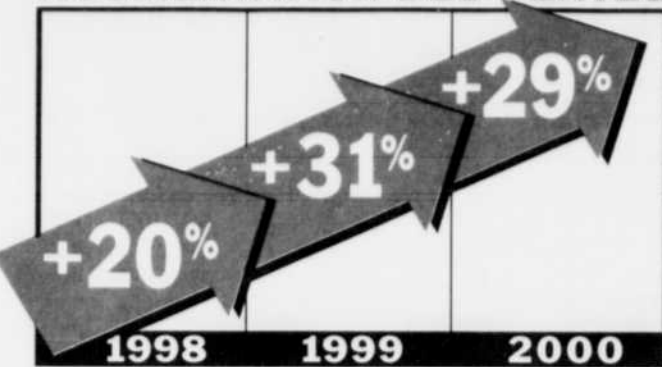
Magasinez quand vous voulez. Le magasinage en ligne avec la Baie et Zellers... cliquez et le tour est joué!

la Baie
J'aime, j'achète!

HYUNDAI

MERCI QUÉBEC

AUGMENTATION DES VENTES



**NON SEULEMENT
UN ESSAI VOUS
CONVAINCRA, MAIS
LES CHIFFRES AUSSI!**

**VOICI
D'AUTRES CHIFFRES
GAGNANTS SUR NOS
MODÈLES 2001.**

ACCENT GS 3 PORTES 2001

LOUEZ À PARTIR DE
0\$ 179\$*
DE COMPTANT PAR MOIS/48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ



PDSF de 12 195 \$**

**3,8% FINANCEMENT
À L'ACHAT***
Sur toutes les Accent 3 portes.
Jusqu'à 48 mois.

De série : moteur multisoupape de 1,5 litre de 92 HP • coussin gonflable côté conducteur • transmission manuelle à 5 rapports • dossiers rabattables 60/40 à l'arrière • Et beaucoup plus! Renseignez-vous sur les mensualités de location imbattables sur les Accent GSi 3 portes et GL 4 portes.

TOUTE NOUVELLE ELANTRA GL 2001

LOUEZ À PARTIR DE
199\$* PAR MOIS/48 MOIS
COMPTANT DE 1495 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ



PDSF de 14 875 \$**

**3,8% FINANCEMENT
À L'ACHAT***
Sur toutes les berlines Elantra.
Jusqu'à 48 mois.

Voici la toute nouvelle Elantra 2001. De série : moteur de 2 litres de 140 HP • deux coussins gonflables (puissance de déploiement réduite) • transmission manuelle à 5 rapports • dossiers rabattables 60/40 à l'arrière • direction assistée à pignon et crémaillère • radio stéréo AM/FM/CD et 4 haut-parleurs • Et beaucoup plus!

SONATA GL 2001

LOUEZ À PARTIR DE
229\$* PAR MOIS/48 MOIS
COMPTANT DE 1995 \$



PDSF de 20 495 \$**

**0% FINANCEMENT
À L'ACHAT***
Sur tous les modèles Sonata.
Jusqu'à 36 mois.

De série : moteur 16 soupapes de 2,4 litres • climatiseur sans CFC • transmission automatique électronique à 4 rapports • radio stéréo AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • deux coussins gonflables (puissance de déploiement réduite) avec système de détection de présence du passager • glaces et verrouillage électriques • Et beaucoup plus!

TIBURON 2001

LOUEZ À PARTIR DE
209\$* PAR MOIS/48 MOIS
COMPTANT DE 1895 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
DÉPÔT DE SÉCURITÉ EN SUS



PDSF de 19 195 \$**

**3,8% FINANCEMENT
À L'ACHAT***
Sur tous les modèles Tiburon.
Jusqu'à 48 mois.

De série : moteur de 2 litres de 140 HP avec injection multipoint • transmission manuelle à 5 rapports • deux coussins gonflables (puissance de déploiement réduite) • direction assistée à pignon et crémaillère • radio stéréo AM/FM avec lecteur CD • phares antibrouillards • aileron arrière de couleur assortie • glaces à commandes électriques • Et beaucoup plus!

XG300 2001



PDSF de 31 995 \$**

LOUEZ À PARTIR DE
365\$* PAR MOIS/48 MOIS
COMPTANT DE 4495 \$
OU 4,8% FINANCEMENT À L'ACHAT*
Sur tous les modèles XG300.
Jusqu'à 48 mois.

De série : moteur V6 de 3 litres • transmission automatique à 5 rapports avec mode Shiftronic • freins antiblocage ABS • antipatinage • deux coussins gonflables frontaux et latéraux (puissance de déploiement réduite) • sellerie en cuir • toit ouvrant électrique • radio stéréo AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • réglage automatique de la température • régulateur de vitesse • glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques • Et beaucoup plus!

SANTA FE 2001



PDSF de 25 250 \$**

LOUEZ À PARTIR DE
299\$* PAR MOIS/48 MOIS
COMPTANT DE 3995 \$
OU 5,8% FINANCEMENT À L'ACHAT*
Sur tous les modèles Santa Fe.
Jusqu'à 48 mois.

V6 DE 2,7 LITRES • TRACTION INTÉGRALE • AUTOMATIQUE SHIFTRONIC À 4 RAPPORTS
• deux coussins gonflables (puissance de déploiement réduite) • radio stéréo AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • régulateur de vitesse • glaces et verrouillage électriques • roues de 16 po en alliage d'aluminium • Et beaucoup plus!

www.hyundaicanada.com

Des voitures garanties pour longtemps : Garantie globale limitée de 3 ans/60 000 km • Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Garantie de 5 ans contre les perforations • Assistance routière 24 heures de 3 ans/60 000 km comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit à toute heure.



UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

*Programme de location de Les services financiers Hyundai pour une Accent GS 3 portes 2001, PDSF à partir de 12 195 \$; une berline Elantra GL 2001, PDSF à partir de 14 875 \$; une Tiburon de base 2001, PDSF à partir de 19 195 \$; une Sonata GL 2001, PDSF à partir de 20 495 \$; un Santa Fe GL 2001, PDSF à partir de 25 250 \$; une XG300 2001, PDSF de 31 995 \$. Taux d'intérêt annuel de 4,15 % à 4,81 %; mensualités de 179 \$ à 299 \$/299 \$/365 \$ pour 48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location : 8592 \$/11 047 \$/11 927 \$/12 987 \$/18 347 \$/22 015 \$. Option d'achat : 5711 \$/6065 \$/10 574 \$/10 378 \$/11 175 \$/14 295 \$. Comptant de 0 \$/1495 \$/1895 \$/1995 \$/3995 \$/4495 \$, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 \$/209 \$/229 \$/299 \$/365 \$. Frais de transport et de préparation inclus pour l'Accent, l'Elantra et la Tiburon, en sus pour la Sonata, le Santa Fe et la XG300. Taxes, frais d'immatriculation et frais d'administration de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre supplémentaire. **PDSF de l'Accent GS 3 portes 2001 à partir de 12 195 \$; de la berline Elantra GL 2001 à partir de 14 875 \$; de la Tiburon de base 2001 à partir de 19 195 \$; de la Sonata GL 2001 à partir de 20 495 \$; du Santa Fe GL 2001 à partir de 25 250 \$; de la XG300 2001 de 31 995 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et taxes en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Taux annuel de financement à l'achat de 0 % disponible pour toutes les Hyundai 2001 pour une période de 24 ou 36 mois; de 3,8 % pour toutes les Accent 3 portes, berlines Elantra et Tiburon 2001 pour une période de 24, 36 ou 48 mois; de 4,8 % pour la XG300 2001 pour une période de 24, 36 ou 48 mois; de 5,8 % pour tous les modèles Santa Fe 2001 pour une période de 24, 36 ou 48 mois. Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 % à 3,8 % à 4,8 % à 5,8 % équivalait à des mensualités de 277,80 \$/224,90 \$/229,40 \$/233,90 \$ pour 36/48/48/48 mois. Coût de prêt de 0 \$/795,20 \$/1011,20 \$/1227,20 \$, pour une obligation totale de 10 000 \$/10 795,20 \$/11 011,20 \$/11 227,20 \$. Les offres de location et de financement à l'achat sont d'une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails.

Automobiles Lévis Ltée
144, rte Kennedy
Lévis 833-7140

Hyundai St-Georges
10 555, 1re Avenue
St-Georges Est
Comité de Beauce 228-8814

Portier Automobiles Inc.
100, Napoléon
Sept-Îles 962-1828

Luxoto Inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
990-0283

Montmagny Hyundai
150, boul. Taché Ouest
Montmagny 248-7877

Gaspésie Auto Inc.
Route 132
Bonaventure Ouest
Bonaventure 534-2191

Ste-Foy Hyundai
2650, Dalton
Ste-Foy 654-9292

Rivière-du-Loup Hyundai
289, Témiscouata
Rivière-du-Loup 862-8144

Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père 724-2231

M. Lessard Ltée
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471

Boulevard Hyundai
40, boul. Comeau
Baie-Comeau 294-2886

Vigneau Hyundai
1199, Chemin Principal
Étang-du-Nord 986-5006

Ruby Auto Inc.
2272, rue Notre-Dame Nord
Thetford Mines 338-4665

Automobiles Hyundai
Matane
1560, du Phare Ouest
Matane 562-4444

Roberge Hyundai
545, rue Clémenceau
Beauport 666-2000

Garage Jean-Roch
Thibault
909, Mgr-de-Laval
Baie-St-Paul 435-2379

Nadeau Hyundai
680 Main Street
St-Basile, New Brunswick
(506) 263-5505

LE MONDE

Des prisons de mutins au Brésil

■ SAO PAULO (AFP, AP) — Une mutinerie d'une ampleur jamais vue au Brésil a été déclenchée, hier, dans l'État de Sao Paulo où plusieurs milliers de détenus ont pris le contrôle de 22 prisons de la région.

Au moment de mettre sous presse, hier soir, la révolte avait déjà fait huit morts, selon différentes sources.

Quelque 8000 personnes, dont des femmes et 1700 enfants, ainsi que 72 gardiens ont été prises en otages par les mutins, selon les autorités.

Les prisonniers ont mis à profit le jour de visite hebdomadaire pour déclencher le mouvement, à 12 h locales.

Au moins deux personnes, des détenus, ont été tués à la prison de Belem, à l'est de Sao Paulo, a déclaré le commandant de la police militaire Rui Cesar Mello, qui a expliqué qu'ils avaient été exécutés par des codétenus.

Trois autres détenus ont été tués à la prison de Carandiru, selon des sources médicales.

Tard hier soir, le calme était prati-

quement revenu dans la plupart des établissements, dont celui de Belem, après l'intervention de la police anti-émeute qui a utilisé des gaz lacrymogènes.

La situation était, en revanche, toujours bloquée dans la prison de Carandiru, la plus grande d'Amérique latine, où sont détenues près de 10 000 personnes réparties dans neuf pavillons.

Selon des sources policières, il pourrait y avoir de 5000 à 7000 otages à l'intérieur de l'établissement, dont plusieurs centaines de femmes et d'enfants venus visiter un parent ou un ami.

À l'extérieur de la prison, la tension est restée très forte tout au long de la journée. Des femmes hurlaient leur désespoir lorsque la police antiémeu-

te a commencé à prendre position pour un éventuel assaut.

PAVILLONS EN FEU

Des images de télévision prises d'hélicoptère à Carandiru ont montré tout l'après-midi des pavillons en feu, des draps blancs agités aux fenêtres par des détenus, des barricades dressées pour freiner la progression de la police militaire antiémeute. Des traces de sang étaient visibles dans une des cours de la prison.

De l'extérieur, des parents ou amis criaient « assassins, assassins » à l'adresse des policiers.

La police a déclaré que la rébellion avait été organisée par le Premier commando de la capitale (PCC), une puissante organisation de détenus, dont les dirigeants avaient été transférés, vendredi, de Carandiru vers d'autres centres.

Avant ce transfert, au moins trois détenus avaient été assassinés, la se-

maine dernière, apparemment sur ordre du PCC.

La prison de Carandiru est connue pour le « massacre » le plus grave de l'histoire pénitentiaire brésilienne. En 1992, après une bagarre entre détenus, 11 prisonniers avaient été tués en une demi-heure par les troupes anti-émeutes de la police, armées de fusils mitrailleurs et de revolvers.

L'État de Sao Paulo compte près de la moitié de la population carcérale du Brésil qui atteint au total 196 000 personnes, selon des informations de l'Église catholique brésilienne.

La surpopulation carcérale — 2,5 prisonniers occupent, en moyenne, l'espace d'un seul — reste la cause principale des mutineries au Brésil, environ une toutes les 36 heures.

Depuis 1997, 40 nouvelles prisons ont été construites dans le pays, dont 24 dans le seul État de Sao Paulo, mais il en faudrait au moins 130 pour combler le déficit carcéral, selon l'Église.

Manœuvres en Israël

JÉRUSALEM (AP) — Trois jours après les bombardements américano-britanniques contre l'Irak, les forces de défense aériennes américaines et israéliennes effectuent à partir d'aujourd'hui un exercice commun de tir de missiles dans le sud d'Israël, a annoncé, hier, l'armée israélienne.

Ces manœuvres, qui dureront cinq jours, n'auront aucun lien avec la tension régionale consécutive aux raids aériens sur Bagdad ni avec les menaces de Saddam Hussein, qui a juré de se venger sur « l'entité sioniste ».

L'exercice, dit-on, était prévu depuis plus d'un an et constitue un entraînement de routine destiné à tester « l'interfonctionnement des systèmes de défense américain et israélien ». Quelque 400 militaires américains basés en Allemagne participent à cet exercice au cours duquel seront tirés des missiles Patriot.

Serbes et Albanais s'étripent

BELGRADE (d'après AFP) — Les dirigeants serbes et yougoslaves ont pris, hier soir, une série de mesures destinées à combattre le « terrorisme » des séparatistes albanais après la mort, dans la journée, de trois policiers serbes tués par des mines antichars dans le sud de la Serbie, a déclaré le président Vojislav Kostunica.

« Nous nous sommes mis d'accord sur toute une série de mesures de protection contre le terrorisme qui seront, pour le moment, sélectives et dirigées exclusivement contre les organisateurs et les auteurs d'actes terroristes, et un maximum de protection est prévu pour les civils », a dit le président à la télévision.

M. Kostunica a ajouté que la réunion avait conclu que les actions terroristes, la mort de sept civils, vendredi, dans un attentat à la bombe et celle des trois policiers, hier, « avaient été planifiées par des extrémistes albanais pour provoquer » les forces de sécurité de Belgrade.

Belgrade a de nouveau accusé la mission de l'ONU au Kosovo et la force de maintien de la paix de l'OTAN (KFOR) « de continuer à pas remplir leur mandat » défini par la résolution 1244 du Conseil de sécurité.

Par ailleurs, les séparatistes de l'UCPMB ont déclaré qu'un responsable de la guérilla albanaise avait été tué, hier soir, à Lucane, près de Bujanovac, par les forces serbes.

Le commandant Miratoca circulait en voiture dans la partie du village contrôlée par l'UCPMB quand les policiers serbes ont ouvert le feu, a déclaré le président du Conseil politique de Presevo, Medvedja et Bujanovac. Deux autres soldats de l'UCPMB qui étaient dans la voiture ont été blessés.

Il a, d'autre part, affirmé que les trois policiers serbes tués, hier matin, avaient sauté sur des mines placées par les forces serbes.



Varois et Kurdes apportant vêtements, chaussures et jouets ont défilé, hier, devant le camp militaire de Fréjus, gardé par les CRS, où sont installés les réfugiés. Entre-temps, l'enquête de police se poursuit, exposant les rouages d'un réseau mafieux d'immigration clandestine, depuis la Turquie. Les 250 hommes, 180 femmes et 480 enfants ont passé leur première nuit dans une ex-boulangerie.

L'invasion des réfugiés agite Paris

■ PARIS (d'après AFP) — Le débarquement massif de réfugiés kurdes, samedi, dans le sud-est de la France, a provoqué à la fois émoi et inquiétude dans un pays où la question de l'immigration clandestine demeure politiquement explosive.

Les autorités évitent de chiffrer le nombre de clandestins installés en France, mais différentes estimations font état de 100 000 à 200 000 personnes.

Nombre de politiciens, dont le président Jacques Chirac, ont rapidement exprimé leur compassion envers les 912 Kurdes, jetés à la côte après l'échouage volontaire d'un cargo rouillé en provenance de Turquie.

M. Chirac, un dirigeant de droite, s'est déclaré « profondément scandalisé par cet événement sans précédent en France qui marque la plus totale absence de scrupule de ceux qui font commerce de la misère d'autrui ».

Les autorités ont mis en avant leurs efforts pour retrouver l'équipage et les passeurs qui ont pris la fuite, en abandonnant les réfugiés près d'une plage à mi-chemin entre les stations balnéaires de Cannes et Saint-Tropez.

Mais, à quelques semaines d'élections municipales, l'affaire pourrait prendre de l'ampleur, l'extrême-droite ayant beau jeu de souligner que ce débarquement massif pourrait constituer un exemple de nature à encourager d'autres. Jusqu'à présent, ces arrivées par voie de mer touchaient surtout l'Italie et l'Espagne.

Dans un communiqué, le président du parti d'extrême droite Front national, Jean-Marie Le Pen, a dénoncé ce

débarquement « qui annonce sans doute (...) une nouvelle étape de l'invasion de la France et de l'Europe par une immigration massive issue du Tiers-monde ».

Parmi la droite traditionnelle, Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, a demandé que les Kurdes soient « rapatriés » dans leur pays, en soulignant qu'il s'agissait de « réfugiés économiques et non politiques ».

Pour sa part, François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste au pouvoir, a estimé qu'il fallait « accueillir humainement » et « répondre aux exigences du droit d'asile », tout en soulignant qu'il ne faut pas « donner l'illusion et l'espoir d'une intégration dans notre pays, car ce serait une formidable incitation à tous les trafics ».

AU CAS PAR CAS

Le sort des 912 clandestins kurdes sera examiné au cas par cas car ni la France ni l'Europe ne sont prêtes à accueillir tous les candidats à l'émigration, a déclaré, hier, le ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant.

Le ministre a relevé que la France « a tout fait pour que la dimension humanitaire soit immédiatement prise en compte », mais il a refusé de dire si tous, ou combien d'entre eux, bénéficieraient de l'asile politique.

Avec des véhicules comme ça, vous auriez raison de nous considérer comme un magasin de sport...



IS-300

Un sedan sportif pour les connaisseurs qui aiment regarder la concurrence dans leur rétroviseur.

Pendant 48 mois*	Échange ou comptant
453 \$	6000 \$
526 \$	3000 \$
599 \$	0 \$



RX-300

L'utilitaire sport déjà considéré comme la référence.

Pendant 48 mois*	Échange ou comptant
584 \$	6000 \$
657 \$	3000 \$
729 \$	0 \$

Le seul utilitaire sport de sa catégorie recommandé par le CONSUMER REPORTS MAGAZINE - Special Issue 2001

À la conquête de la perfection. LEXUS

Contactez-nous pour un essai personnalisé.
120, rue Marais, Québec 683-6565

Boulevard LEXUS TOYOTA

*Modèles : IS-300 : BD180, AM 01. RX-300 : HF10UP AK 01. Mensualité pour une location, incluant le transport et la préparation. Taxes applicables en sus. Photos non contractuelles. Offre pour un temps limité et sujette à l'approbation du crédit.

Le GIA voulait faire sauter un Airbus au-dessus de Paris

ALGER (d'après AP)— Le Groupe islamique armé (GIA) algérien voulait faire exploser au-dessus de la tour Eiffel à Paris l'Airbus d'Air France qu'il avait détourné le 24 décembre 1994 à Alger, a révélé un ancien «émir» repent du GIA, Omar Chikhi, au quotidien arabophone *El Youm*.

Avant de bénéficier de la loi sur la concorde civile du président Abdelaziz Bouteflika, le 13 janvier 2000,

Omar Chikhi a été durant plusieurs années «l'émir» d'un groupe du GIA extrêmement craint dans la région montagneuse de Z'Barbar, près de Médéa (80 km au sud d'Alger).

L'opération devait avoir lieu le 31 décembre et un commando de 10 hommes était chargé de détourner l'appareil et le faire exploser au-dessus de la capitale française, a affirmé Omar Chikhi.

Le détournement a été avancé au 24 décembre parce que l'un des éléments prévus pour l'opération était tombé entre les mains des services de sécurité dans une opération terroriste. L'organisateur de l'opération, «l'émir» Yahia, a décidé d'avancer la date de l'opération pour ne pas risquer de fuites, a ajouté l'émir repent. Un commando de quatre personnes a pris, dans la précipitation, le contrô-

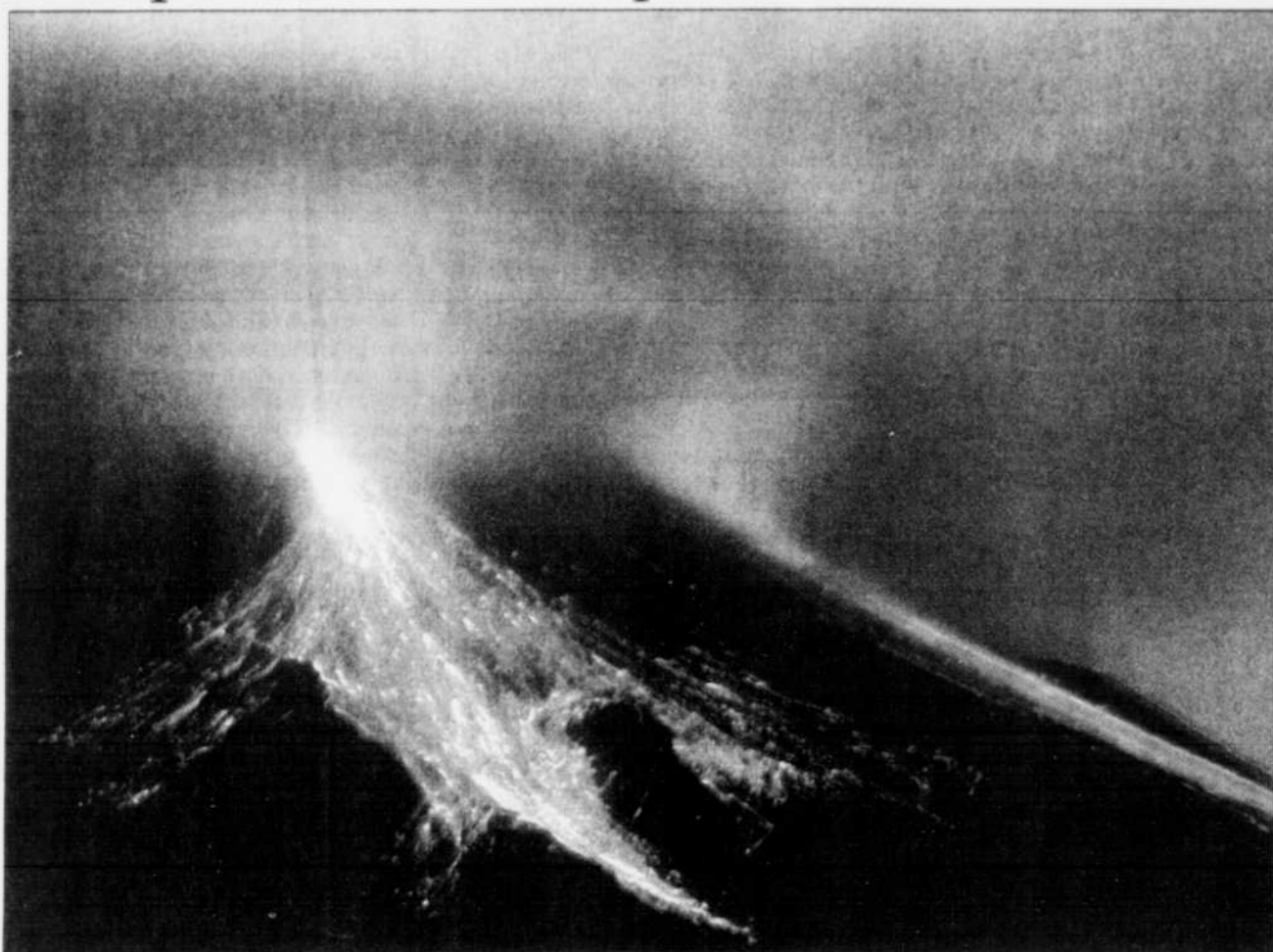
le de l'Airbus d'Air France, le 24 décembre, sur l'aéroport d'Alger.

Trois otages (un cuisinier de l'ambassade de France, un diplomate vietnamien et un policier algérien) ont été tués par les preneurs d'otages avant que l'avion ne soit autorisé à décoller pour l'aéroport de Marseille, le 26 décembre, où le même jour il subira avec succès l'assaut du Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale fran-

çaise (GIGN). Les quatre preneurs d'otages ont été tués et tous les passagers ont été libérés.

Par ailleurs, Chikhi avoue avoir, lui-même, tué des journalistes. «J'étais d'accord avec les assassinats de journalistes et d'intellectuels parce qu'il y avait un consensus autour de ces opérations au sein du GIA. A chaque fois qu'un journaliste tombait entre mes mains, je le tuais», a-t-il révélé.

Spectaculaire éruption en Indonésie



De la lave éclaire le ciel autour du Mont Merapi, vu du village de Babadan, au cœur de de Java, en Indonésie. En dépit des dangers de ces éruptions massives du volcan et des avertissements répétés de la part du gouvernement indonésien, des milliers de villageois résistent toujours à l'évacuation.

ÉTATS-UNIS

Clinton se défend

■ Il est «totalement faux» d'affirmer que le milliardaire en fuite Marc Rich a été gracié en échange de dons financiers à la bibliothèque Clinton, souligne l'ancien président Bill Clinton dans une tribune publiée hier par le *New York Times*. Accusé de grave négligence dans son propre camp, M. Clinton précise qu'il a gracié Marc Rich — accusé notamment d'avoir fraudé le fisc américain à hauteur de 45 millions \$ — pour diverses raisons et seulement après être arrivé à la conclusion que l'affaire judiciaire le concernant relevait de tribunaux civils et non criminels. «L'idée que j'ai pu accorder ma grâce parce que l'ex-épouse de M. Rich, Denise, a fait des contributions politiques et a participé à la fondation de la bibliothèque Clinton est totalement fautive», écrit l'ancien chef de la Maison-Blanche. Il ajoute qu'il a formulé sa grâce de sorte que le financier puisse être poursuivi au civil pour d'éventuels délits. (AP)

Roger Clinton ivre

■ Roger Clinton, le demi-frère de l'ancien président Bill Clinton, a été interpellé pour conduite en état d'ivresse, a annoncé, hier, la police. Il avait bénéficié le 20 janvier d'une grâce présidentielle pour une condamnation remontant à 1985 pour trafic de cocaïne. Agé de 44 ans, Roger Clinton a été arrêté samedi matin à Hermosa Beach, après qu'un agent eut remarqué la trajectoire irrégulière de son véhicule. Incapable de tenir en équilibre, l'«autre» Clinton a été conduit au poste où son état d'ébriété a été confirmé par un éthylotest. Remis en liberté, il devra comparaître le 2 avril devant un tribunal de Los Angeles. (AP)

Ados meurtriers

■ La police du New Hampshire a lancé des mandats d'arrêt contre deux adolescents dans l'affaire du double meurtre, dans une université prestigieuse du nord-est des États-Unis, de deux professeurs américains d'origine allemande. Les enquêteurs recherchent Robert Tulloch, 17 ans, et James Parker, 16 ans, soupçonnés d'avoir sauvagement tué à coups de couteau, Suzane et Half Zantop, retrouvés baignant dans leur sang à leur domicile le 27 janvier. Les deux suspects, résidant dans le Vermont, se déplaceraient en voiture, vers le Colorado. (AFP)

ZIMBABWE

La BBC harcelée

■ Le correspondant de la BBC (British Broadcasting Corporation) au Zim-

babwe, qui a reçu l'ordre de quitter le pays, s'est réfugié, hier, à l'ambassade britannique après que des inconnus eurent tenté de pénétrer dans son domicile de Harare, a-t-il annoncé. Joseph Winter, de la BBC, et une autre journaliste, Mercedes Sayagues, une Uruguayenne travaillant pour le journal sud-africain *Mail and Guardian*, avaient reçu samedi l'ordre de quitter le pays dans les 24 heures. Londres dénonce une telle intimidation. Le président Robert Mugabe, lui, accuse les médias étrangers et indépendants du pays de vouloir déstabiliser le Zimbabwe. (AFP)

ROYAUME-UNI

Des souris royales

■ Des souris ont été aperçues dans la cuisine de Buckingham Palace, la résidence londonienne de la reine d'Angleterre, dont le personnel a alerté les services de dératisation. Selon *The Sun*, les rongeurs ont été surpris dans la cuisine où les repas de la reine sont préparés, ce qui a été confirmé par le palais. «Mais il y en a très peu, a souligné ce dernier. Seulement trois souris ont été aperçues, ce qui est loin d'être une invasion.» (AFP)

Le marché boursier vous intéresse?

LE SOLEIL

en collaboration avec Les Services d'investissement TD Waterhouse*

invitent 150 lecteurs

à assister à un séminaire GRATUIT sur L'INTRODUCTION AUX MARCHÉS BOURSIERS ET DES SITES INTERNET

- Premier appel public à l'épargne • Qu'est-ce qu'une action ordinaire/dividende? • Fonctionnement du marché boursier
- Détails d'une cote • Étapes pour transiger une action
- Types de comptes • Sites Internet

Mercredi 21 février à 19h
Holiday Inn Sainte-Foy

Inscription obligatoire pour 1 personne.

Pour vous inscrire à ce séminaire:

Consultez le site www.lesoleil.com et rendez-vous sur la page du Défi boursier afin d'accéder au formulaire d'inscription.

Valide pour les 150 premières personnes.

Une inscription par courriel. Une confirmation vous sera transmise par courriel.

Prix de présence

TD WATERHOUSE

Services d'investissement TD Waterhouse (Canada) Ltd.
TD Waterhouse est une filiale de TD Waterhouse Group Inc., la même filiale de la Banque TD.
TD Waterhouse - Membre FCP. * Marque de commerce de la Banque TD.
TD Waterhouse est un usage autorisé.

LE SOLEIL

Sur mesure pour vous

HONDA

DÉMARREZ UNE HISTOIRE D'AMOUR



CIVIC BERLINE ET COUPÉ 2001

228\$*

par mois, location 48 mois
Transport et préparation inclus

Option 0 \$ comptant également disponible

15 800 \$ à l'achat**

QUOI DE NEUF

- Complètement redessinée
- Plus puissante
- Plus spacieuse
- Plus sécuritaire
- Plus équipée
- Meilleure efficacité énergétique
- Meilleure économie d'essence
- Et bien plus...



LA TOUTE NOUVELLE CIVIC BERLINE DX 2001



LA TOUTE NOUVELLE CIVIC COUPÉ DX 2001



Cote de sécurité « Cinq étoiles » attribuée par le NHTSA pour les collisions frontales.

*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. portant sur la berline Civic DX 2001 (modèle ES1521PX) ou le coupé Civic DX 2001 (modèle EM2111P) neufs. Échange ou comptant de 1849 \$ (berline Civic) ou 1959 \$ (coupé Civic), la première mensualité et un dépôt de sécurité de 273 \$ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit. Offre d'une durée limitée. **P.D.S.F. de la berline Civic DX 2001 (modèle ES1521PX) ou du coupé Civic DX 2001 (modèle EM2111P) neufs. Transport et préparation (850 \$), ainsi que taxes, immatriculation et assurance en sus. Les concessionnaires peuvent vendre à prix moindre. Photos à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

www.honda.ca

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

CONÇUES ET CONSTRUITES SANS CONCESSION